

# RAPPORT 2004 SUR LES PAYS LES MOINS AVANCÉS

Établi par le secrétariat de la CNUCED

## Deuxième partie

### COMMERCE INTERNATIONAL ET RÉDUCTION DE LA PAUVRETE

#### *Chapitre 2*

#### CONTRIBUTION POTENTIELLE DU COMMERCE INTERNATIONAL À LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ DANS LES **PMA**



# Contribution potentielle du commerce international à la réduction de la pauvreté dans les PMA

Chapitre

2

## A. Introduction

Le présent chapitre et les deux suivants sont une application de l'approche axée sur le développement exposée dans le chapitre précédent aux relations entre commerce et pauvreté dans les pays les moins avancés. Le présent chapitre traite du rôle que pourrait jouer le commerce international dans la réduction de la pauvreté dans ces pays, et indique quelques-unes des conditions essentielles à sa concrétisation. Les deux chapitres suivants portent sur le fonctionnement concret des relations entre commerce et pauvreté.

Le chapitre est divisé en trois sections. La section B porte sur les relations entre croissance économique soutenue et lutte contre la pauvreté dans les PMA. La section C traite des rapports entre exportations et croissance économique dans ces pays et indique quelques-unes des conditions qui font que les exportations peuvent favoriser une croissance économique soutenue. La section D est consacrée aux conditions à remplir pour que les exportations conduisent à une forme de croissance économique qui permette de réduire la pauvreté. La dernière section fait la synthèse des principaux éléments de l'argumentation.

Le chapitre reprend l'analyse empirique figurant dans le *Rapport 2002 sur les pays les moins avancés*, qui était plus spécialement axé sur la nature de la pauvreté dans les PMA ainsi que sur des questions de méthodologie. On trouvera dans l'encadré 6 une synthèse de l'approche adoptée dans le présent Rapport pour définir et mesurer la pauvreté.

---

*La plus grande partie de la population dispose d'un revenu à peine suffisant ou insuffisant pour satisfaire ses besoins essentiels...*

---

## B. Importance d'une croissance économique soutenue pour la réduction de la pauvreté dans les PMA

### 1. NATURE DE LA PAUVRETÉ DANS LES PMA

La nature de la pauvreté, la définition du seuil de pauvreté et le niveau du revenu par habitant dans un pays donné interviennent de manière décisive dans les rapports entre croissance économique et pauvreté. Les seuils internationaux de pauvreté de 1 dollar par jour et de 2 dollars par jour, font clairement ressortir que l'aspect le plus caractéristique de la pauvreté dans les PMA est qu'il s'agit d'une pauvreté généralisée, d'une pauvreté de masse. La plus grande partie de la population dispose d'un revenu à peine suffisant ou insuffisant pour satisfaire ses besoins essentiels. Les ressources disponibles de l'économie, même équitablement réparties, suffisent à peine à assurer durablement les besoins fondamentaux de la population.

---

*... et les ressources disponibles de l'économie, même équitablement réparties, suffisent à peine à assurer durablement les besoins fondamentaux de la population.*

---

## ENCADRÉ 6: DÉFINITION ET MESURE DE LA PAUVRETÉ UTILISÉES DANS LE PRÉSENT RAPPORT

Le Rapport 2004 suit l'approche qui avait été adoptée dans le *Rapport 2002 sur les pays les moins avancés* pour définir et mesurer la pauvreté. Il traite principalement, bien que pas exclusivement, de la pauvreté, qui y est définie comme étant l'incapacité de parvenir à un niveau minimal approprié de consommation privée. L'incidence et l'intensité de la pauvreté sont mesurées à partir d'un seuil de pauvreté qui représente, en valeur monétaire, le niveau de consommation qui est considéré comme tout juste adéquat. Sont compris à la fois les biens achetés et la valeur imputée de consommation de la propre production des ménages. L'incidence de la pauvreté est calculée en tant que proportion de la population totale vivant en dessous du seuil de pauvreté, c'est-à-dire avec moins que le montant minimal adéquat. L'intensité de la pauvreté est calculée en estimant, en valeur monétaire, le niveau moyen de revenu des pauvres, c'est-à-dire des personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté.

Dans le cadre de cette approche monétaire axée sur la consommation, le choix du seuil de pauvreté est un élément déterminant. Le Rapport a retenu les seuils internationaux de pauvreté de 1 dollar par jour et de 2 dollars par jour estimés aux taux de change des parités de pouvoir d'achat (PPA), qui permettent de comparer les niveaux de consommation privée entre les pays. Le seuil de pauvreté de 1 dollar par jour est un critère d'extrême pauvreté qui est aujourd'hui au centre des préoccupations de la communauté internationale et s'inscrit dans les objectifs de développement du Millénaire. Le critère de 2 dollars par jour est de plus en plus utilisé dans les comparaisons internationales, car le seuil de 1 dollar par jour concerne surtout les pays les plus pauvres. L'utilisation de ces deux seuils dans le présent Rapport n'implique toutefois pas que des seuils internationaux de pauvreté plus élevés doivent être exclus de l'analyse des relations entre le commerce et la pauvreté, en particulier dans des pays en développement plus avancés.

L'un des avantages d'une analyse de la pauvreté du point de vue de la consommation est qu'elle permet de tirer parti de données antérieures mettant en rapport le commerce, la croissance économique et la pauvreté. Toutefois, même avec cette définition relativement simple de la pauvreté, il est difficile d'établir des estimations précises. Des questions fondamentales d'ordre méthodologique concernent notamment la détermination des taux de change aux parités de pouvoir d'achat qui sont utilisés pour permettre la comparaison internationale des estimations nationales de la consommation, et les décalages entre les estimations de la consommation privée moyenne par habitant issues d'enquêtes auprès des ménages et celles qui sont établies à partir de la comptabilité nationale.

La situation actuelle des statistiques de la pauvreté mondiale est pour le moins chaotique. Premièrement, les taux de change de parité de pouvoir d'achat qui figurent dans la dernière révision des *Penn World Tables* (version 6.1) diffèrent sensiblement des taux de change PPA qui ont servi de base au choix initial du seuil international de pauvreté de 1 dollar par jour et de ceux que la Banque mondiale a utilisés dans ses estimations les plus récentes de la pauvreté mondiale (Karshenas, 2004). Deuxièmement, les estimations du niveau moyen de consommation privée par personne établies d'après les données de la comptabilité nationale ne concordent pas avec les mêmes estimations établies d'après les enquêtes sur les dépenses des ménages. Les estimations de la pauvreté basées sur les données de la comptabilité nationale indiquent une pauvreté au seuil de 1 dollar par jour moins grande à l'échelle planétaire que les estimations établies exclusivement à partir des données des enquêtes auprès des ménages (voir, par exemple, Bhalla, 2002). On a également pu constater dans le *Rapport 2002 sur les pays les moins avancés* que la répartition globale de la pauvreté était différente, les estimations actuelles établies exclusivement d'après les enquêtes auprès des ménages sous-estiment l'incidence et l'intensité de la pauvreté dans les pays les plus pauvres, en particulier en Afrique (CNUCED, 2002).

Compte tenu de ce contexte tourmenté, le présent Rapport ne propose pas de nouvelles estimations de la pauvreté dans les PMA. Les estimations de l'incidence et de l'intensité de la pauvreté qui y figurent sont issues de la même base de données que celle qui a été utilisée pour le *Rapport 2002 sur les pays les moins avancés*. Il s'agit d'estimations de la pauvreté établies d'après la comptabilité nationale, qui sont calculées sur la base de la consommation privée moyenne par habitant indiquée par la comptabilité nationale et de la répartition de la consommation privée établie à partir des enquêtes auprès des ménages. Comme indiqué dans le présent chapitre, il existe une relation étroite entre la consommation privée moyenne par habitant et l'incidence de la pauvreté à 1 dollar par jour et à 2 dollars par jour dans les pays à faible revenu d'Afrique et d'Asie. Aussi la consommation privée moyenne par habitant établie d'après les données de la comptabilité nationale sert-elle également d'indicateur supplétif des tendances de la pauvreté dans le chapitre 3 (voir l'encadré 8).

D'aucuns estimeront que combiner des estimations non ajustées de la consommation privée moyenne par habitant établies d'après la comptabilité nationale avec des estimations de la répartition établies à partir de données d'enquêtes «fournira à coup sûr des statistiques bancales de la pauvreté» (Deaton, 2004, p. 38; voir aussi Ravallion, 2003). Toutefois, le présent Rapport entérine le point de vue selon lequel les statistiques tirées de la comptabilité nationale et celles issues des enquêtes auprès des ménages présentent les unes comme les autres des lacunes (voir CNUCED, 2002, p. 47 à 54) et considère que la méthode fondée sur les données de la comptabilité nationale utilisée ici fournit des «estimations ... tout aussi valables que des estimations établies d'après des données d'enquêtes auprès des ménages» (p. 49). C'est ce que les arguments exposés tendent à démontrer, en faisant valoir notamment que les procédures d'enquête auprès des ménages sont moins standardisées à l'échelle internationale que les procédures en matière de comptabilité nationale. Mais d'autre part, il est évident que les distorsions inhérentes aux enquêtes auprès des ménages ne sont pas simplement liées à des erreurs concernant la répartition de la consommation; elles tiennent aussi et surtout au niveau de consommation ainsi qu'à la manière dont sont conçues les enquêtes et à la période de référence qu'elles utilisent.

L'idée que seules les enquêtes auprès des ménages permettraient de mesurer la pauvreté rend impossible l'analyse des relations entre la mondialisation, le développement et la pauvreté dans les PMA. Dans ces conditions, il est indispensable de mettre au point des méthodes statistiques valables pour combler les lacunes sur le plan des données.

## Encadré 6 (suite)

La communauté internationale doit convenir d'un ensemble commun de protocoles de meilleures pratiques dans le domaine des enquêtes auprès des ménages afin d'accroître la comparabilité internationale des données qui en résultent (Deaton, 2004), et des efforts doivent être faits pour éliminer les discordances qui existent entre les estimations de la consommation privée établies d'après la comptabilité nationale et celles qui sont issues des enquêtes auprès des ménages (Pyatt, 2003). Entre-temps, il faut redoubler d'efforts pour obtenir des estimations de la pauvreté qui mettent pleinement à profit les informations contenues aussi bien dans la comptabilité nationale que dans les enquêtes auprès des ménages (voir Karshenas, 2004, pour une tentative de mise en place d'un cadre unifié). Le prochain rapport sur les PMA s'y emploiera.

Enfin, il convient de signaler que l'approche adoptée ici pour définir et mesurer la pauvreté, à savoir une approche monétaire axée sur la consommation, est considérée comme complémentaire d'autres approches multidimensionnelles de la pauvreté, sans être meilleure ni moins bonne. C'est pourquoi des conceptions plus larges de la pauvreté, englobant notamment l'accès aux services de santé et d'éducation et la question de la sécurité alimentaire, sont évoquées dans le présent chapitre.

Le tableau 25 montre nos estimations de l'incidence et de l'intensité de la pauvreté pour la période 1995-1999 dans 39 PMA pour lesquels il existait des données. Durant cette période, 81 % de la population des PMA vivait avec moins de 2 dollars par jour et 50 % avec moins de 1 dollar par jour (tableau 25), soit une consommation journalière moyenne de seulement 1,03 dollar dans le premier cas, et de 0,64 dollar dans le second (en dollars PPA de 1985). L'incidence de la pauvreté était particulièrement forte dans les PMA africains, où 65 % de la population vivait avec moins de 1 dollar par jour pendant la seconde moitié des années 90. Quand bien même les dépenses de consommation privée totales auraient été équitablement réparties sur l'ensemble de la population des PMA africains, la consommation journalière moyenne n'aurait été que de 1,01 dollar par jour. Dans les PMA asiatiques, la situation était meilleure. Toutefois, 68 % de la population y disposait de moins de 2 dollars par jour pour vivre dans la période considérée. Si les dépenses totales de consommation privée avaient été équitablement réparties sur l'ensemble de la population de ces pays, leur consommation privée moyenne aurait été de 2,21 dollars par jour.

TABLEAU 25. REVENU MOYEN, CONSOMMATION PRIVÉE ET INCIDENCE ET INTENSITÉ DE LA PAUVRETÉ DANS LES PMA AFRICAINS ET ASIATIQUES ET DANS QUELQUES PAYS DE L'OCDE, 1995-1999

	PIB par habitant par jour		Consommation privée par habitant par jour						Pourcentage de la population vivant avec moins de:	
	Dollars courants	Dollars PPA de 1985	Population totale		Population vivant avec moins de 1 dollar par jour		Population vivant avec moins de 2 dollars par jour		1 dollar par jour	2 dollars par jour
			Dollars courants	Dollars PPA de 1985	Dollars courants	Dollars PPA de 1985	Dollars courants	Dollars PPA de 1985		
<b>Moyennes pondérées</b>										
PMA <sup>a</sup>	0,72	2,50	0,57	1,39	0,29	0,64	0,44	1,03	50,1	80,7
PMA africains	0,65	1,51	0,52	1,01	0,30	0,59	0,44	0,86	64,9	87,5
PMA asiatiques	0,88	4,59	0,69	2,21	0,28	0,90	0,45	1,42	23,0	68,2
<b>Pays de l'OCDE<sup>b</sup></b>					10 % les plus pauvres		20 % les plus pauvres			
Etats-Unis	90,1	57,9	58,2	41,4	10,5	7,5	15,1	10,8	..	..
Suisse	99,3	44,6	61,9	28,2	16,1	7,3	21,4	9,7	..	..
Suède	73,8	43,7	37,3	23,5	13,8	8,3	17,9	10,8	..	..
Japon	94,1	43,4	50,5	24,2	24,2	11,6	26,7	12,8	..	..
France	66,9	41,9	36,7	25,4	10,3	7,0	13,2	9,0	..	..
Royaume-Uni	66,4	41,6	43,7	29,9	11,4	7,4	14,4	9,4	..	..

Source: CNUCED (2002, p. 54, tableau 18).

a Trente-neuf pays, dont 4 PMA insulaires. Pour une liste exhaustive des pays, voir CNUCED (2002, p. 59, tableau 19).

b Les données pour les pays de l'OCDE concernent l'année 1998. La part des déciles inférieurs dans ces pays est calculée par application des moyennes de consommation par habitant à la répartition des revenus par déciles.

De faibles niveaux de revenu et de consommation vont de pair avec une misère humaine, multiforme et quotidienne, marquée par la faim, les enfants qui meurent avant l'âge de 5 ans, les corvées interminables, l'insécurité et l'incertitude omniprésentes, la lutte constante pour la survie, l'absence de choix, avec, au bout du compte, une existence de courte durée.

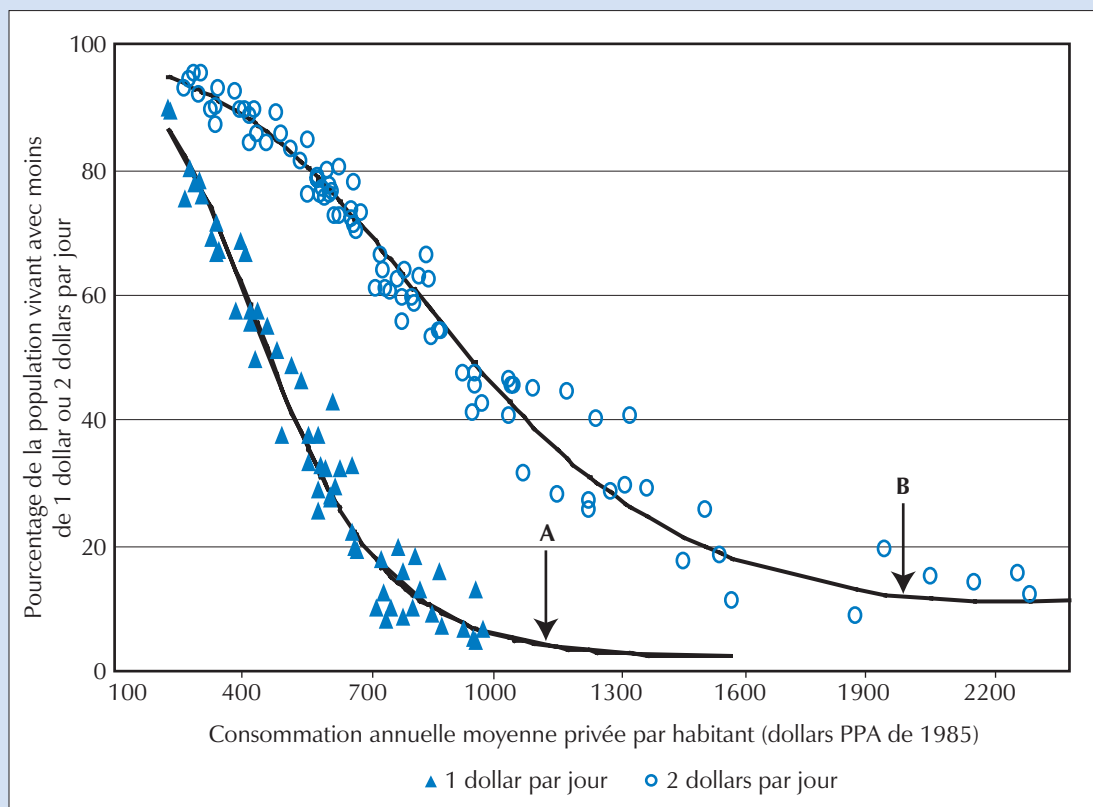
Dans la majorité des PMA, la pauvreté est non seulement omniprésente dans la société, mais aussi relativement persistante. Si l'on considère les PMA collectivement, la proportion de la population vivant avec moins de 1 dollar par jour était à peu près la même à la fin des années 90 qu'au début de la décennie (voir CNUCED, 2002, chap. 1).

*Dans des conditions de pauvreté généralisée, il existe une relation étroite entre le niveau des dépenses moyennes de consommation privée par habitant et l'incidence de la pauvreté...*

## 2. RELATIONS ENTRE CROISSANCE DE LA CONSOMMATION PRIVÉE ET PAUVRETÉ

Dans des conditions de pauvreté généralisée, il existe une relation étroite entre le niveau des dépenses moyennes de consommation privée par habitant et l'incidence de la pauvreté, ainsi que le montrent les courbes de la pauvreté du graphique 9 — incidence de la pauvreté aux seuils de 1 dollar par jour et de 2 dollars par jour par rapport à la consommation privée moyenne par habitant. Ces courbes ont été établies à partir des données pour 32 pays à faible revenu et à revenu intermédiaire inférieur d'Afrique et d'Asie et tiennent compte des observations disponibles sur des PMA et d'autres pays en développement durant trois décennies<sup>1</sup>. Les courbes de la pauvreté s'apparentent à la courbe en U renversé de Simon Kuznets selon laquelle les inégalités de revenu s'accroissent durant les premiers stades du développement pour s'atténuer par la suite. Mais au lieu de faire ressortir le lien entre inégalité et développement, elles montrent

GRAPHIQUE 9. COURBES DE LA PAUVRETÉ AUX SEUILS DE 1 DOLLAR PAR JOUR ET DE 2 DOLLARS PAR JOUR



Source: CNUCED (2002, p. 76, graphique 13).

Note: Pour la signification des points A et B, se reporter au texte.

la relation entre pauvreté et développement dans les pays en développement africains et asiatiques. Elles indiquent comment la pauvreté devrait normalement diminuer à mesure que la consommation privée moyenne par habitant augmente dans les pays caractérisés par une pauvreté de masse.

Les courbes de la pauvreté sont quasi verticales au milieu et s'aplatissent vers le bas. La courbe de la pauvreté au seuil de 1 dollar par jour est plus abrupte que celle de la pauvreté au seuil de 2 dollars par jour, ce qui signifie que pour une croissance de la consommation d'une valeur donnée, le taux de pauvreté au seuil de 1 dollar par jour diminuera plus vite. Par exemple, si la consommation privée moyenne par habitant double pour passer de 400 dollars à 800 dollars par an, on peut s'attendre à ce que la proportion de la population vivant avec moins de 1 dollar par jour soit ramenée de 65 % à moins de 20 %. Toutefois, la forme des courbes suggère également qu'une fois franchi un certain seuil de consommation privée moyenne par habitant, l'impact de la croissance économique sur la réduction de la pauvreté s'amenuise considérablement. Ce point est atteint en premier pour la pauvreté au seuil de 1 dollar par jour (lorsque la consommation annuelle moyenne privée par habitant est d'environ 1 100 dollars, en dollars PPA de 1985), puis pour la pauvreté au seuil de 2 dollars par jour (consommation annuelle moyenne privée par habitant d'environ 2 000 dollars). Le lien entre croissance et pauvreté (aux seuils de 1 dollar par jour et de 2 dollars par jour) s'affaiblit une fois franchis ces niveaux (représentés par les points A et B sur le graphique 9), et au-delà, la réduction de la pauvreté nécessite des mesures expressément axées sur les pauvres.

Les étapes normales de la réduction de la pauvreté illustrées par les courbes résultent d'une combinaison de croissance de la consommation et de profils types d'évolution de la répartition de la consommation qui accompagnent cette croissance durant le processus de développement. La dispersion des points d'observation situés autour de la courbe de pauvreté indique que dans chaque pays, la pauvreté peut être plus ou moins élevée que prévu en raison de l'écart entre la répartition de la consommation dans chaque pays et la répartition type correspondant aux différents niveaux de consommation sur laquelle reposent les courbes. Le fait que les données d'observation suivent de très près la courbe indique que dans les pays à faible revenu caractérisés par une pauvreté généralisée, le niveau moyen des dépenses de consommation privée est un facteur déterminant de l'incidence de la pauvreté aux seuils de 1 dollar par jour et de 2 dollars par jour. Lorsque l'on transpose ces courbes dans des pays à revenu intermédiaire où les niveaux de consommation privée par habitant sont plus élevés, y compris des pays latino-américains, on s'aperçoit que l'incidence de la pauvreté et la consommation moyenne privée par habitant sont nettement moins corrélées (Karshenas, 2004). Au-delà d'un certain niveau de consommation privée par habitant, lorsque l'on quitte la sphère de la pauvreté généralisée, la corrélation étroite entre la consommation moyenne par habitant et la pauvreté disparaît et les variations de l'incidence de la pauvreté entre les pays s'expliquent davantage par des différences de répartition des dépenses de consommation entre des pays que par les différences de niveau des dépenses de consommation.

Lorsque faible niveau de développement et pauvreté de masse vont de pair, quand le niveau moyen de consommation privée par habitant est très bas, il existe un lien très étroit non seulement entre le niveau de la consommation moyenne privée par habitant et l'incidence de la pauvreté, mais aussi entre le niveau moyen de la consommation privée et l'intensité de la pauvreté. Le graphique 10 le montre clairement: il fait apparaître le lien entre la

---

*... ainsi qu'entre le niveau moyen de la consommation privée et l'intensité de la pauvreté.*

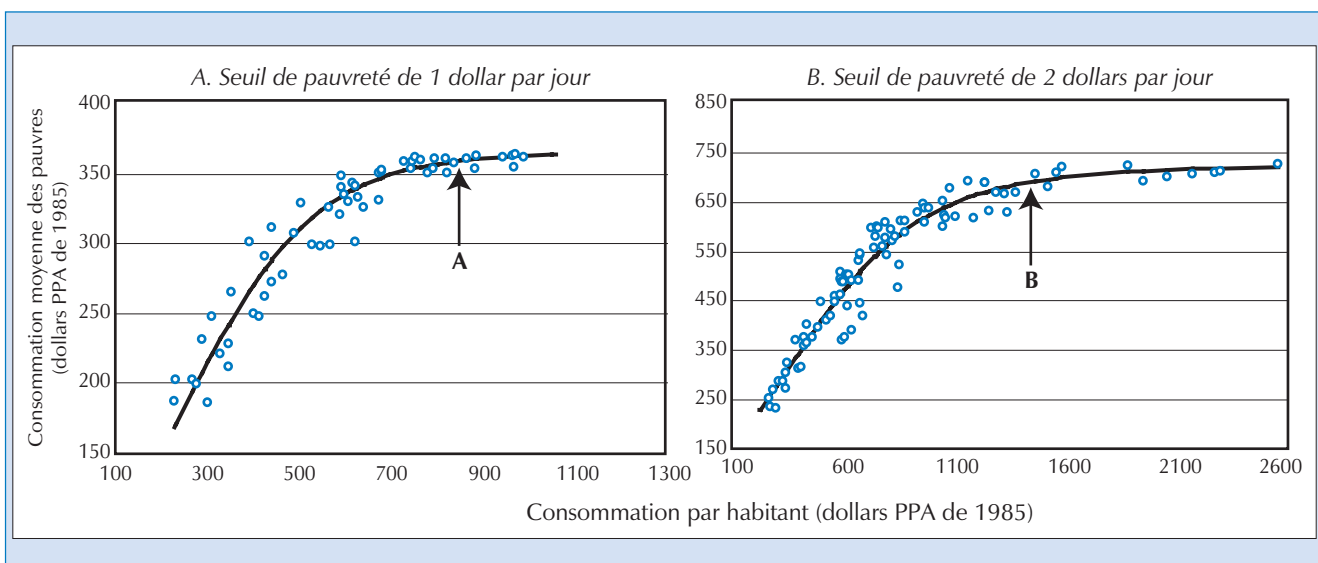
---

*Les courbes de la pauvreté indiquent que dans les pays très pauvres, où sévit une pauvreté généralisée ou de masse, une croissance économique soutenue est indispensable à une réduction notable de la pauvreté. Il faut cependant que cette croissance revête une forme appropriée.*

consommation moyenne des pauvres et les dépenses de consommation par habitant aux seuils internationaux de pauvreté de 1 dollar par jour et de 2 dollars par jour. Les courbes dont le tracé suit de près les données d'observation montrent que le niveau moyen de la consommation privée par habitant est aussi étroitement corrélé à l'intensité de la pauvreté qu'à son incidence. Il s'agit là d'une observation essentielle dans la mesure où, bien que l'incidence de la pauvreté soit totalement indépendante de la répartition des dépenses de consommation entre les pauvres, le niveau moyen de consommation des pauvres est tributaire de cette répartition. Toutefois, la capacité de la croissance économique d'accroître le niveau de consommation des pauvres diminue à des niveaux beaucoup plus bas de consommation moyenne privée par habitant que sa capacité de réduire la proportion de la population qui vit dans la pauvreté. La forme des courbes indique que l'effet de la croissance économique sur la consommation moyenne privée par habitant des pauvres faiblit lorsque la consommation privée moyenne pour l'ensemble du pays s'établit autour de 800 dollars par habitant (en dollars PPA de 1985) pour la pauvreté au seuil de 1 dollar par jour (point A sur le graphique 10) et autour de 1 400 dollars par habitant (en dollars PPA de 1985) pour la pauvreté au seuil de 2 dollars par jour (point B sur le graphique 10).

Les courbes de la pauvreté indiquent que dans les pays très pauvres, où sévit une pauvreté généralisée ou de masse, une croissance économique soutenue est indispensable à une réduction notable de la pauvreté. Il faut cependant que cette croissance revête une forme appropriée, s'accompagnant d'une augmentation correspondante durable de la consommation par habitant. Pour que tel soit le cas, la croissance économique doit être solidaire, ou «inclusive», c'est-à-dire qu'elle doit profiter à tous. Si les inégalités deviennent trop criantes et créent un sentiment d'exclusion fondée sur l'identité sociale, une crise de légitimité risque de se produire et de compromettre le processus de croissance dans son ensemble. Toutefois, une politique de réduction de la pauvreté s'appuyant uniquement sur des mécanismes de redistribution et négligeant la croissance économique risque fort de ne pas être viable sur le long terme. Dans des situations de pauvreté de masse, les politiques de redistribution peuvent certes faire reculer la pauvreté au sein de groupes spécifiques de la population, mais au risque de l'amplifier davantage dans d'autres secteurs de l'économie.

GRAPHIQUE 10. RELATION ENTRE LA CONSOMMATION PRIVÉE MOYENNE PAR HABITANT ET LA CONSOMMATION PRIVÉE MOYENNE DES PAUVRES



Source: CNUCED (2002, p. 51, graphique 9).

Note: Pour la signification des points A et B, se reporter au texte.

En résumé, toute réduction soutenue et forte de la pauvreté passe par une forme de croissance économique soutenue qui crée suffisamment d'emplois productifs pour la population en âge de travailler pour induire une hausse du revenu et de la consommation réels par habitant des ménages. S'il ne s'accompagne pas d'un gain net d'activités génératrices de revenus (emplois et moyens d'existence), l'accroissement du produit par habitant ne suffira pas.

### 3. CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET SERVICES PUBLICS

Peu importe la manière dont elle est mesurée, la pauvreté exprimée en niveaux de revenu ou de consommation ne rend pas pleinement compte de la consommation de biens et de services par les pauvres. Un élément important, généralement absent des enquêtes sur le budget des ménages qui servent de base à la mesure de la pauvreté monétaire, est l'accès à des services publics essentiels tels que services d'assainissement, de santé et d'éducation. Tant que la fourniture de ces services fait l'objet d'opérations commerciales, elle entre dans le champ des mesures statistiques de la pauvreté en termes de revenu ou de consommation. Toutefois, une grande partie de ces services sont souvent soit gratuits, soit largement subventionnés par le secteur public, ce qui est particulièrement important pour les ménages pauvres qui peuvent ainsi bénéficier de services de première nécessité auxquels il leur serait autrement difficile d'avoir accès. Pour se faire une idée plus complète de la nature de la pauvreté dans les PMA, il faudrait donc prendre en considération l'accès à ces services publics. La valeur totale des dépenses publiques allouées à ces services, leur ventilation et la qualité des services fournis sont des facteurs déterminants de l'impact final sur la pauvreté.

Dans des conditions de pauvreté généralisée, les sources de recettes publiques sont limitées et, partant, les dépenses publiques totales consacrées aux services sociaux sont relativement faibles, ainsi qu'il ressort du graphique 11A où sont comparées les dépenses publiques de santé dans les PMA et dans d'autres pays en développement. Les dépenses publiques de santé représentent en moyenne 4,6 dollars par an et par habitant dans les PMA africains et asiatiques, contre une moyenne de 73 dollars dans d'autres pays en développement à faible revenu ou à revenu intermédiaire. La réalité de la pauvreté généralisée qui règne dans les PMA est encore plus saisissante lorsqu'on compare ce chiffre avec les 1 456 dollars et les 2 391 dollars qui correspondent, respectivement, aux dépenses publiques de santé par habitant et aux dépenses de santé totales par habitant dans les pays de l'OCDE à revenu élevé. Le faible niveau des dépenses de santé par habitant dans les PMA n'est pas dû au fait que les services de santé y sont négligés par rapport à d'autres postes de dépenses publiques. Comme le montre le graphique 12, la part des dépenses publiques totales consacrées à la santé dans les PMA est relativement proche de celle d'autres pays en développement. Ce faible niveau est plutôt une illustration de la pauvreté généralisée qui règne dans ces pays. Il en va de même pour l'éducation et d'autres services sociaux.

On entend parfois dire que l'incapacité des services sociaux publics de réduire significativement la pauvreté dans les pays en développement, y compris les PMA, est due dans une large mesure au fait qu'ils fonctionnent avant tout au profit des riches (voir, par exemple, Banque mondiale, 2003). Même s'il est vrai que dans certains pays, les riches bénéficient davantage des services publics que les pauvres, cet argument ne tient pas dans le cas de pays en situation de pauvreté généralisée. La raison en est que lorsqu'il existe une telle pauvreté, même si l'on répartit la totalité des dépenses publiques de santé entre les

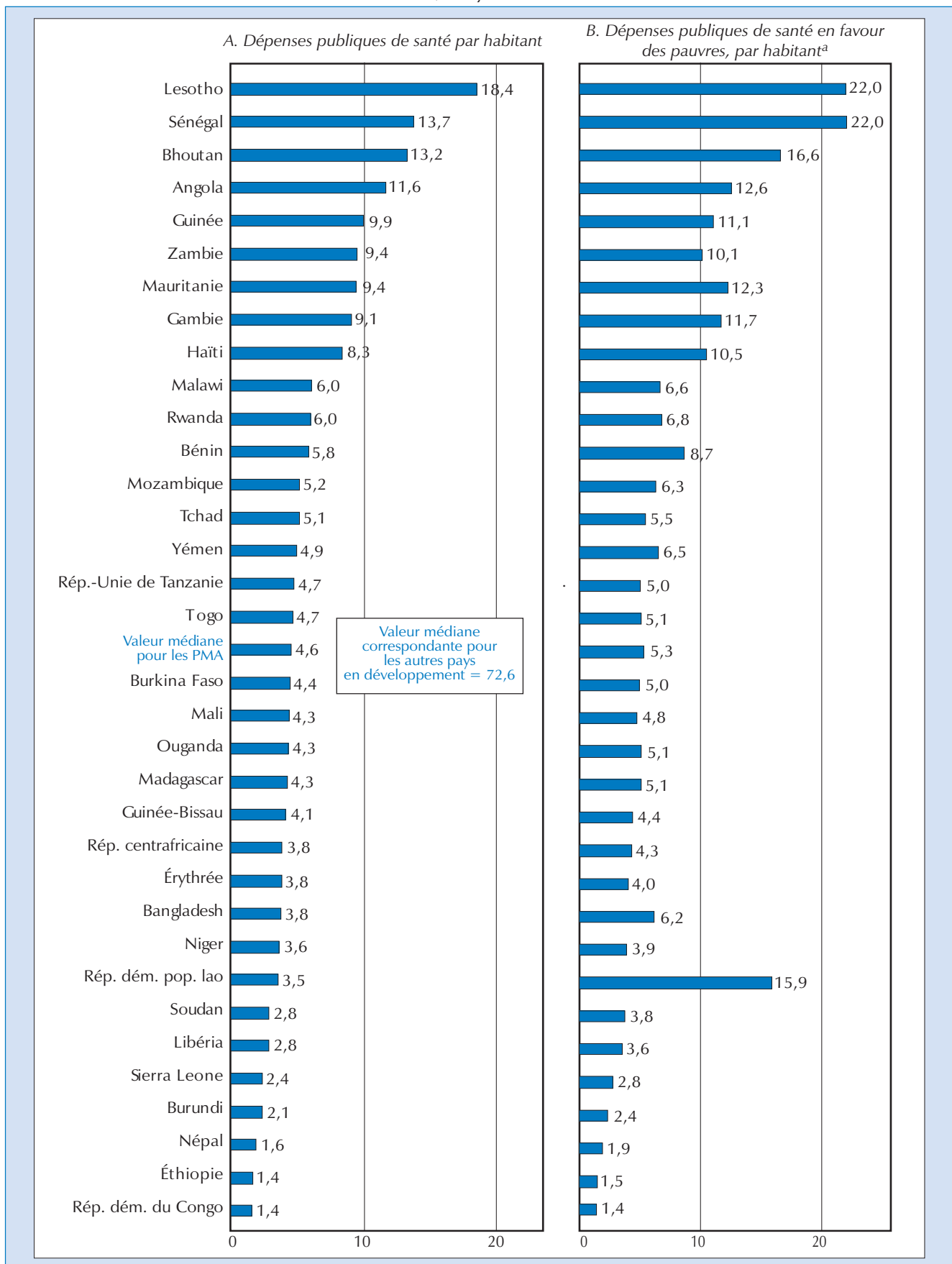
---

*Les dépenses publiques de santé représentent en moyenne 4,6 dollars par an et par habitant dans les PMA africains et asiatiques, contre une moyenne de 73 dollars dans d'autres pays en développement à faible revenu ou à revenu intermédiaire.*

---



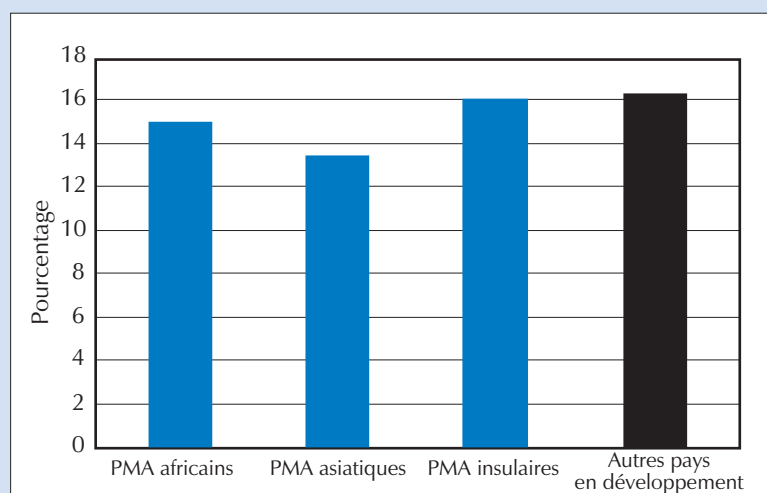
GRAPHIQUE 11. DÉPENSES PUBLIQUES ANNUELLES DE SANTÉ PAR HABITANT  
DANS LES PMA AFRICAINS ET ASIATIQUES, 1990-2000  
(En dollars, moyenne annuelle)



Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED, d'après les *Indicateurs du développement dans le monde 2003* de la Banque mondiale.

Note: La valeur médiane pour les PMA porte sur les pays énumérés dans le graphique. Les autres pays en développement correspondent aux 78 pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire (définition de la Banque mondiale), à l'exclusion des PMA et des pays à revenu élevé exportateurs de pétrole. <sup>a</sup> On considère que les dépenses publiques de santé sont exclusivement allouées aux pauvres.

GRAPHIQUE 12. PART DES DÉPENSES PUBLIQUES GÉNÉRALES CONSACRÉE À LA SANTÉ DANS LES PMA ET D'AUTRES PAYS EN DÉVELOPPEMENT, 1990-2000



Source: Voir le graphique 11.

pauvres, l'augmentation des dépenses par habitant consacrées à la santé sera relativement modeste. C'est ce qui ressort du graphique 11B qui montre que l'allocation de l'intégralité du budget de la santé aux pauvres dans les PMA africains et asiatiques a fait augmenter les dépenses de santé moyennes par habitant de 4,6 dollars à seulement 5,3 dollars par an, soit toujours moins du dixième des dépenses de santé publiques moyennes d'autres pays en développement. Il ne s'agit bien entendu pas de nier que la diffusion des services sociaux publics auprès des pauvres dans les PMA ne puisse être améliorée; mais il faut bien voir que là où il existe une pauvreté généralisée, la redistribution de ces services ne peut avoir qu'un impact limité sur la réduction de la pauvreté.

Dans le même ordre d'idées, on peut se demander dans quelle mesure le renforcement de l'efficacité des services publics dans les PMA peut améliorer le sort des pauvres lorsque la pauvreté est généralisée. Concrètement, cela veut dire qu'il faudrait bien plus qu'une plus grande efficacité pour que les 4,6 dollars correspondant actuellement aux dépenses publiques de santé par habitant dans les PMA se rapprochent vraiment des 73 dollars en moyenne par habitant dépensés dans d'autres pays en développement.

La question de l'efficacité et du bon fonctionnement des services publics est bien sûr importante. Mais lorsqu'il existe une pauvreté de masse, on ne peut la dissocier du niveau du PIB par habitant ou du niveau de développement économique en général. Par exemple, le régime alimentaire et la nutrition des ménages, qui sont très étroitement liés au revenu par habitant, influent sur la vulnérabilité des enfants et des adultes à la maladie. Les enfants issus de ménages pauvres peuvent être privés d'éducation, même s'il existe des structures appropriées à cet effet. Il existe aussi d'importantes externalités entre différents services publics qui peuvent accroître l'efficacité de chaque catégorie de services avec les dépenses totales consacrées aux services publics, qui augmentent en principe à leur tour avec le niveau du PIB par habitant. Par exemple, l'éducation et de meilleurs services d'assainissement et d'approvisionnement en eau peuvent rendre les services de santé plus efficaces en aidant à prévenir les maladies. De même, une bonne infrastructure de transports publics peut améliorer l'efficacité de tous les autres services. Il est raisonnable de considérer que ces interdépendances sont particulièrement

---

*Même si l'on répartit la totalité des dépenses publiques de santé entre les pauvres dans les PMA, l'augmentation des dépenses par habitant consacrées à la santé sera relativement modeste.*

---



---

*Lorsqu'il existe une pauvreté de masse, on ne peut dissocier la question de l'efficacité et du bon fonctionnement des services publics du niveau du PIB par habitant ou du niveau de développement économique en général.*

---

importantes dans les pays où il existe une pauvreté de masse, et qu'elles diminuent probablement lorsque les pays franchissent un certain seuil de revenu par habitant qui donne accès à un ensemble d'infrastructures économiques et sociales de base.

Ce qui précède a des répercussions importantes sur la conception des politiques de développement en général et l'organisation des dépenses publiques en particulier, dans le cas des pays où la majorité de la population dispose tout juste de quoi répondre à ses besoins fondamentaux. Premièrement, dans les pays confrontés à cette pauvreté de masse, les dépenses publiques, correspondant à un grand nombre de services sociaux doivent être sensiblement accrues, de manière concertée, si l'on veut qu'elles fassent notablement reculer la pauvreté. L'augmentation de ces dépenses dépasse généralement les capacités de financement de ces pays et nécessite l'intervention d'une aide étrangère. Deuxièmement, les efforts consacrés à des services sociaux tels que la santé et l'éducation ne doivent pas conduire à négliger la croissance économique. Les mesures destinées à améliorer la santé et l'éducation dans les PMA contribuent aussi largement à stimuler la croissance, en particulier sur le long terme, lorsqu'elles sont combinées avec d'autres mesures génératrices de croissance. Toutefois, si les responsables politiques limitent la lutte contre la pauvreté à la redistribution des revenus ou au financement des services sociaux sans se soucier de la croissance économique, leurs efforts seront sans effet dans les pays en situation de pauvreté généralisée<sup>2</sup>.

## C. Expansion du commerce et croissance économique soutenue

### 1. LE COMMERCE INTERNATIONAL: UN MOYEN D'AIDER LES PMA À SORTIR DU PIÈGE DE LA PAUVRETÉ

Les PMA où la pauvreté est généralisée sont souvent pris dans un engrenage qui est caractérisé par la faiblesse des revenus, la pauvreté et le sous-développement et qui fait entrer en ligne de compte plusieurs éléments:

- Il reste peu de ressources financières excédentaires à consacrer à l'investissement et au financement des services publics de base tels que l'éducation, la santé, l'administration et le maintien de l'ordre. De faibles revenus entraînent un faible taux d'épargne, qui entraîne un faible taux d'investissement, qui entraîne à son tour une faible productivité et donc de faibles revenus.
- Pour pallier la précarité inhérente à l'extrême pauvreté, la population privilégie les activités économiques offrant des revenus garantis même s'ils sont minimes, qui consistent par exemple à produire ce qui est nécessaire pour assurer leur subsistance et leur survie en cumulant des activités diverses.
- La demande intérieure insuffisante, conjuguée à la pauvreté généralisée, réduit les possibilités d'investissement rentable.
- Les personnes qualifiées sont trop peu nombreuses sur le marché intérieur et y ont des perspectives d'emploi limitées, ce qui les pousse à chercher du travail hors de leur pays.
- La pauvreté généralisée conduit à la dégradation de l'environnement, les populations devant rogner sur le milieu naturel pour survivre, ce qui a pour effet d'affaiblir la productivité des ressources dont dépend leur subsistance.

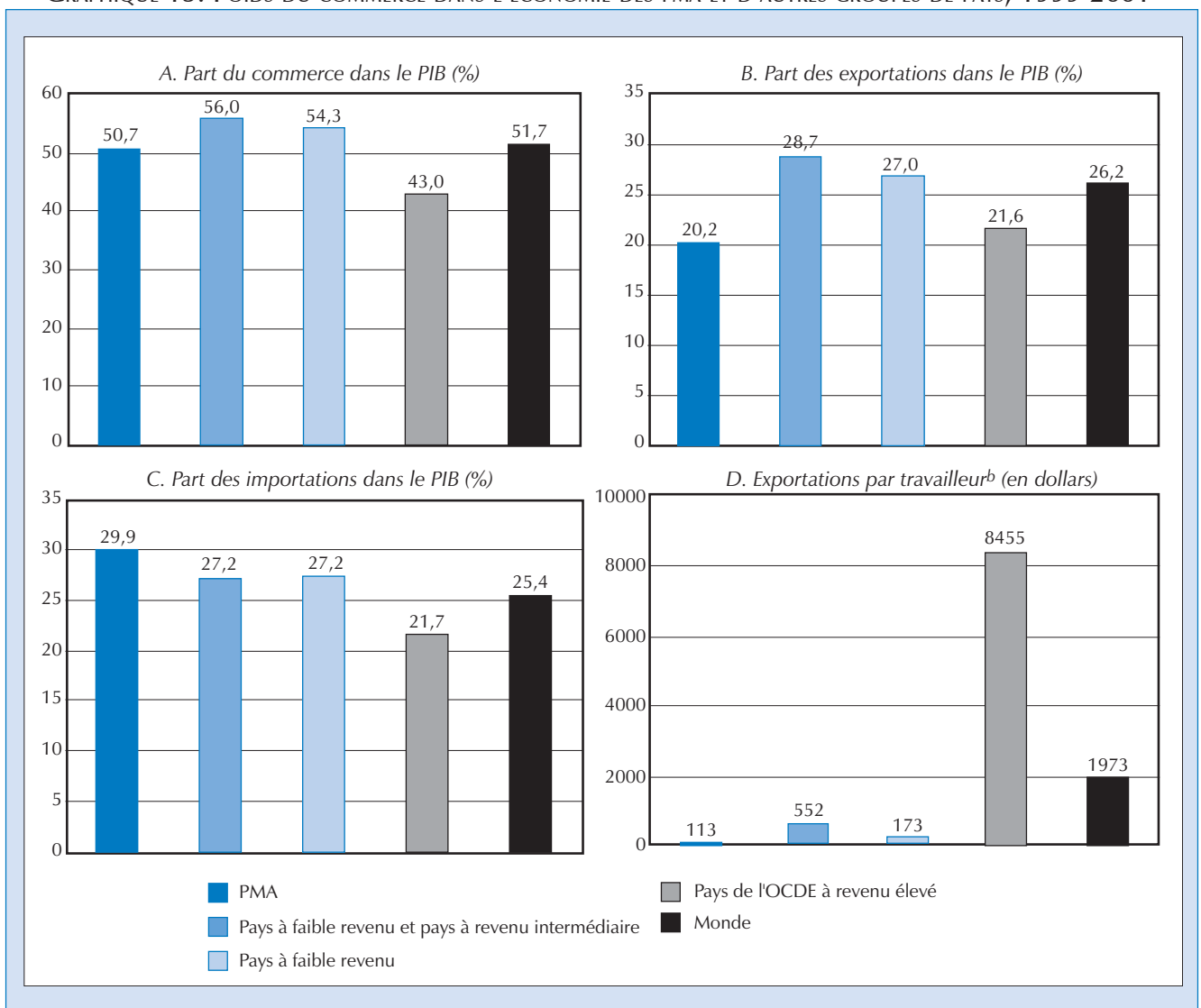
- Le risque de conflit civil est élevé dans les pays où le revenu par habitant est faible et où l'économie stagne, voire régresse (voir le chapitre 4).

Il n'est pas impossible de sortir du piège de la pauvreté. Toutefois, les chances d'y parvenir sont minces sans intégration à l'économie mondiale ou, plus particulièrement, sans une forme d'intégration qui favorise une croissance économique soutenue et contribue à réduire la pauvreté. Étant donné le peu de ressources excédentaires disponibles pour financer l'investissement, ce sont généralement des capitaux extérieurs qui donnent aux PMA l'impulsion nécessaire pour entrer progressivement dans un cercle vertueux de croissance économique et de réduction de la pauvreté. Le commerce international est cependant tout aussi essentiel.

Le commerce international est en effet déterminant pour la réduction de la pauvreté dans les PMA dans la mesure où, contrairement aux idées reçues, le degré d'«ouverture» de ces pays, mesuré en fonction du niveau d'intégration dans le reste du monde, est élevé. Sur la période 1999-2001, la part des exportations et des importations de biens et de services dans le PIB s'est élevée en moyenne à 51 % dans les PMA (graphique 13), soit un peu moins que dans les pays à faible revenu, et dans pays à faible revenu et pays à revenu

*Le commerce international est en effet déterminant pour la réduction de la pauvreté dans les PMA dans la mesure où, contrairement aux idées reçues, le degré d'«ouverture» de ces pays, mesuré en fonction du niveau d'intégration dans le reste du monde, est élevé.*

GRAPHIQUE 13. POIDS DU COMMERCE DANS L'ÉCONOMIE DES PMA ET D'AUTRES GROUPES DE PAYS, 1999-2001<sup>a</sup>



Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED, d'après Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde 2003*, CD-ROM.

Note: Les pays sont classés suivant la classification de la Banque mondiale. Les données sont établies à partir de la comptabilité nationale.

a Les chiffres concernant les pays de l'OCDE à revenu élevé se rapportent à la période 1999-2000.

b La population active s'entend des personnes âgées de 15 à 64 ans qui sont en activité.

intermédiaire, mais davantage que dans les pays de l'OCDE à revenu élevé, dont le ratio commerce/PIB était de 43 % pendant cette période. Seuls 10 des PMA pour lesquels on disposait de données affichaient un ratio commerce/PIB inférieur à celui des pays de l'OCDE à revenu élevé (tableau 26).

---

*L'essor des exportations peut contribuer à la croissance économique grâce à plusieurs facteurs.*

---

Il résulte de ce degré élevé d'intégration commerciale que le commerce international est déterminant pour l'économie des PMA. On remarque toutefois que la part des exportations de biens et de services dans le PIB est inférieure à celle des importations de biens et de services. Pendant la période 1999-2001, les exportations de biens et de services représentaient 20 % du PIB des PMA, soit moins que dans les pays à faible revenu (29 % en moyenne) et dans les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire (27 % en moyenne), mais néanmoins presque autant que dans les pays de l'OCDE à revenu élevé (22 % en moyenne). On pourrait s'attendre à ce que la part des exportations dans le PIB varie systématiquement d'un pays à l'autre en fonction du revenu par habitant et du nombre d'habitants. Toujours est-il que les ratios exportations/PIB relativement faibles affichés par les PMA dénotent des faibles capacités d'exportation.

Comme exposé dans le précédent chapitre, l'essor des exportations peut contribuer à la croissance économique grâce à plusieurs facteurs, notamment ceux qui suivent: a) les gains d'efficacité statique, qui résultent de la spécialisation en fonction de l'avantage comparatif existant; b) l'utilisation accrue des capacités lorsque la demande extérieure donne matière à employer l'excédent de main-d'œuvre et à exploiter les ressources naturelles jusque-là inutilisées faute d'une demande intérieure suffisante ou lorsque les coûts des biens salariaux diminuent sous l'effet des échanges; c) l'augmentation de l'investissement dans le capital physique et humain due à une meilleure rentabilité de l'investissement découlant soit de la découverte de nouveaux débouchés liés à la demande extérieure, soit de l'abaissement des coûts de production; d) la hausse de la productivité qui peut résulter du transfert de technologie ou d'une plus grande efficacité due à la concurrence dans le commerce international; e) l'industrialisation accélérée sous l'effet des exportations, qui suppose un transfert de la main-d'œuvre agricole vers le secteur manufacturier; et f) la réduction des contraintes de la balance des paiements qui sont un obstacle à une croissance économique soutenue.

---

*Dans les PMA, les exportations fournissent les moyens de mobiliser les ressources naturelles inexploitées et l'excédent de main-d'œuvre pour financer les importations qui sont indispensables à une croissance économique soutenue.*

---

L'importance relative de ces facteurs et leur combinaison varient selon les pays. Dans la plupart des PMA, le secteur primaire, en particulier l'agriculture, occupe une place prépondérante dans l'économie, en termes de production et d'emploi, et les capacités de production sont peu développées. Dans ce contexte, le rôle principal des exportations consiste à financer les importations des marchandises qui sont nécessaires pour favoriser la croissance économique et réduire la pauvreté, mais qui ne sont pas produites localement. Il s'agit notamment des produits alimentaires, des articles manufacturés destinés à la consommation, des combustibles et des matières premières, des machines, matériels et équipements de transport, ainsi que des facteurs de production intermédiaires et des pièces détachées.

Lorsqu'il existe des ressources économiques inutilisées, sorte de «marge excédentaire» constituée de ressources minérales inutilisées, de terres sous-exploitées ou d'un excédent de main-d'œuvre, il est possible d'accroître les exportations sans pour autant brider d'autres secteurs de l'économie nationale. En effet, les exportations fournissent les moyens de mobiliser ces ressources naturelles inexploitées et cet excédent de main-d'œuvre pour financer les importations qui sont indispensables à une croissance économique soutenue.

TABLEAU 26. POIDS DU COMMERCE DANS LES PMA, PAR PAYS, CLASSÉS SELON LE DEGRÉ D'«OUVERTURE»<sup>a</sup>, 1999–2001  
 (moyenne annuelle, en pourcentage)

	Commerce en part du PIB	Exportations en part du PIB	Importations en part du PIB	Balance commerciale en part du PIB	Exportations par rapport aux importations	Exportations par habitant	Importations par habitant
<b>Pays dont le degré d'«ouverture» est supérieur à la moyenne</b>							
Guinée équatoriale	299,2	187,3	111,8	75,5	167,5	5 545,3	3 310,4
Maldives	169,9	77,5	76,8	0,7	121,2	1 982,1	1 635,2
Angola	155,1	84,0	71,0	13,0	118,6	521,4	439,7
Vanuatu	134,0	65,7	68,4	-2,7	96,0	738,5	768,9
Îles Salomon	124,2	61,3	62,9	-1,5	97,5	411,7	422,1
Sao Tomé-et-Principe	120,5	36,0	84,3	-48,3	42,9	114,5	266,5
Lesotho	114,6	30,3	87,2	-57,0	31,3	116,7	372,4
Gambie	113,8	63,1	64,6	-1,4	76,3	156,9	205,6
Djibouti	105,5	40,7	60,8	-20,1	73,6	393,0	533,7
Cambodge	104,3	43,2	57,0	-13,7	83,1	128,4	154,6
Samoa	102,6	32,9	69,6	-36,7	47,4	462,9	976,9
Érythrée	95,6	15,4	80,2	-64,8	19,2	25,3	131,7
Guinée-Bissau	89,7	28,2	57,6	-29,4	55,8	57,0	102,3
Mauritanie	89,1	37,8	50,7	-12,9	75,7	141,3	186,7
Bhoutan	83,0	30,8	55,2	-24,4	50,5	168,2	332,9
Cap-Vert	81,6	26,6	58,8	-32,2	38,8	303,5	781,6
Togo	79,7	33,8	47,3	-13,4	68,5	93,1	135,9
Yémen	76,3	42,8	37,0	5,8	106,3	193,8	182,4
Sénégal	68,5	30,1	38,3	-8,2	78,7	145,5	185,0
Malawi	66,3	29,0	39,7	-10,7	67,1	45,4	67,6
Mali	64,9	27,3	38,0	-10,7	71,0	64,7	91,1
Rép. dém. pop. lao	64,4	29,5	34,9	-5,4	84,5	91,6	108,4
Libéria	62,0	23,1	38,9	-15,8	59,4	36,7	61,8
Madagascar	61,8	18,4	33,9	-15,4	82,6	73,3	88,7
Zambie	60,2	28,0	36,6	-8,6	64,7	78,3	121,1
<b>Pays dont le degré d'«ouverture» est inférieur à la moyenne</b>							
Mozambique	55,0	31,3	40,5	-9,2	35,8	31,2	87,1
Népal	54,3	25,3	31,4	-6,2	72,6	53,1	73,1
Tchad	54,1	18,8	38,7	-19,9	39,8	30,4	76,6
Guinée	52,8	24,4	28,4	-4,0	86,1	104,5	121,3
Sierra Leone	46,4	12,2	30,4	-18,1	52,9	21,9	41,3
Comores	45,4	14,6	30,8	-16,2	47,4	56,6	119,3
Éthiopie	45,4	15,0	30,4	-15,4	49,4	14,8	30,0
Haïti	44,6	12,7	32,1	-19,4	38,9	61,9	159,1
Bénin	43,6	24,0	28,2	-4,2	54,6	57,3	105,1
Niger	40,9	16,7	24,1	-7,5	69,4	29,8	42,9
Rép. dém. du Congo	40,3	20,7	20,3	0,4	98,2	18,9	19,3
Rép.-Unie de Tanzanie	39,1	14,2	24,4	-10,2	60,1	39,3	65,4
Burkina Faso	38,2	11,6	27,7	-16,1	38,2	22,9	60,0
Ouganda	36,4	11,7	24,7	-13,0	47,6	30,9	64,9
Bangladesh	34,3	14,2	20,1	-5,9	70,8	50,6	71,4
Rwanda	32,1	6,7	24,3	-17,6	31,9	18,2	57,2
Soudan	28,8	12,9	15,9	-2,9	81,1	47,0	58,0
Burundi	28,2	8,1	20,1	-12,0	40,3	8,3	20,5
Rép. centrafricaine	27,3	10,7	15,2	-4,5	79,6	32,2	40,5
<b>PMA</b>	<b>50,7</b>	<b>20,3</b>	<b>30,0</b>	<b>-9,7</b>	<b>76,7</b>	<b>61,2</b>	<b>79,7</b>
Pays à faible revenu	54,3	27,0	27,2	-0,3	94,6	101,6	107,3
Pays à faible revenu et pays à revenu intermédiaire	56,0	28,7	27,2	1,3	103,5	343,9	332,2
Pays de l'OCDE à revenu élevé	43,0	21,6	21,7	0,5	97,7	5 672,5	5 804,5

Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED, d'après Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde 2003*, CD-ROM.

Note: Les données relatives aux exportations et aux importations de biens et de services sont établies d'après les statistiques de la comptabilité nationale, sauf pour la Guinée équatoriale, la République démocratique populaire lao, le Libéria, les Îles Salomon et Vanuatu, dont les données sont tirées des statistiques de la balance des paiements. Les moyennes par pays diffèrent légèrement de celles qui figurent dans le graphique 13 en raison des sources utilisées.

L'Afghanistan, Kiribati, Myanmar, la Somalie et Tuvalu n'ont pas été pris en compte, faute de données.

a On mesure l'«ouverture» en fonction de la part du commerce dans le PIB. Les PMA dont le degré d'ouverture est supérieur à la moyenne sont ceux dont le ratio commerce/PIB est supérieur à celui des pays à faible revenu et pays à revenu intermédiaire.

---

*Les incidences des exportations sur les importations sont importantes dans la mesure où l'une des caractéristiques fondamentales de la structure de l'économie des PMA est la dépendance à l'égard des importations.*

---



---

*Plus la part des importations indispensables à la continuité et au développement des activités économiques est élevée, plus l'économie est sensible aux importations.*

---

L'élasticité-revenu de la demande d'importations tend à être élevée durant les premières étapes du développement. La progression des exportations doit par conséquent être suffisamment rapide et stable pour satisfaire la demande croissante d'importations. Dans le cas contraire, et à défaut d'entrées de capitaux sous la forme de dons et de facilités de financement destinées à compenser la diminution temporaire des recettes d'exportation, la durabilité de la croissance économique sera compromise par la montée d'une dette extérieure insoutenable à long terme.

## 2. L'IMPORTANCE DES IMPORTATIONS DANS L'ÉCONOMIE DES PMA

Les incidences des exportations sur les importations sont importantes dans la mesure où l'une des caractéristiques fondamentales de la structure de l'économie des PMA est la dépendance à l'égard des importations (Sachs, 2003). On peut dire d'une économie qu'elle est très sensible aux importations lorsque les difficultés d'importation entravent la pleine utilisation des capacités productives intérieures, que la part des éléments d'importation dans l'investissement est élevée, et que la sécurité alimentaire est dépendante des importations de produits alimentaires.

La dépendance d'une économie à l'égard des importations est liée, bien qu'il s'agisse de deux choses bien distinctes, à son degré d'«ouverture», mesuré d'après le ratio commerce/PIB. Comme le montre le graphique 13, les importations constituent en moyenne 30 % du PIB dans les PMA, soit la proportion la plus élevée de tous les groupes de pays. Toutefois, la sensibilité à l'égard des importations ne s'évalue pas seulement d'après la part des importations dans le PIB total; elle est également fonction de la structure de l'économie nationale et de la composition des importations. Plus la part des importations indispensables à la continuité et au développement des activités économiques est élevée, plus l'économie est sensible aux importations.

L'importance des importations dans l'économie des PMA est clairement illustrée par l'expérience de nombreux PMA d'Afrique dans les années 80, époque à laquelle la dégradation des termes de l'échange, les taux d'intérêt élevés, la diminution des entrées de capitaux et l'augmentation des paiements au titre du service de la dette se sont conjugués à de mauvais résultats à l'exportation en valeur réelle, entraînant une contraction considérable des importations. Le processus en question est bien décrit par Helleiner (1993). L'utilisation des capacités est fortement subordonnée à l'approvisionnement en produits d'importation essentiels tels que les combustibles, les facteurs de production intermédiaires et les pièces détachées. Lorsque, par manque de financement, ces importations sont insuffisantes pour permettre la pleine utilisation des capacités, la main-d'œuvre, les capitaux et les ressources des secteurs tributaires des importations sont sous-employés. Ces facteurs de production ne pouvant en principe pas être réaffectés rapidement à d'autres activités, «l'économie tout entière est, à court ou à moyen terme, si ce n'est à long terme (en particulier lorsque l'investissement est lui aussi étroitement lié aux importations), contrainte à des niveaux de production bien inférieurs à la capacité existante» (*ibid.*, p. 124). Lorsque la contraction des importations s'est amorcée au début des années 80, nombre de petites exploitations à vocation marchande ont commencé à réduire leur production destinée à la vente en raison de la pénurie, sur le marché intérieur, de divers articles de consommation courante tels que le savon, les textiles, les allumettes, le thé, le café, le sucre, l'huile de cuisine, le lait en boîte, le poisson, le ciment, les tôles pour toitures, les radios et les bicyclettes, résultant de la pénurie de devises et de l'impossibilité d'utiliser les capacités intérieures de production. Des études approfondies ont

été menées à Madagascar, au Mozambique et en République-Unie de Tanzanie sur les effets néfastes de ce type de pénurie sur la production marchande (Berthélemy et Morrison, 1989). Lorsque les agriculteurs se sont en partie retirés des marchés, les recettes d'exportation ont diminué, ce qui a aggravé la pénurie de devises et la situation de crise en déclenchant une crise de change.

Les importations occupent une place prépondérante dans l'économie de la plupart des PMA, pas simplement en raison de leur rôle dans l'utilisation des capacités, mais aussi à cause de leur part importante dans l'investissement. C'est le signe qu'il n'existe pas, au niveau local, d'industries de biens d'équipement ni de capacités technologiques. Pour financer une croissance économique soutenue qui ne soit pas inflationniste, il faut aussi que l'offre de produits alimentaires et d'autres biens salariaux soit suffisamment élastique pour répondre à la demande croissante résultant du plus grand nombre de travailleurs en activité et/ou de la hausse des salaires. Les importations de produits alimentaires peuvent y contribuer. Enfin, dans certains PMA, la sécurité alimentaire peut également être sensible aux importations dans la mesure où celles-ci agissent sur l'offre de produits alimentaires en quantités suffisantes pour garantir une alimentation nutritive, ainsi que sur l'accès des ménages et des particuliers à ces produits.

L'influence des importations sur la sécurité alimentaire est une question aussi importante que complexe. La faim est de toute évidence un phénomène très répandu dans les PMA. Dans 29 d'entre eux, l'apport moyen de calories par habitant est inférieur au niveau minimum de 2 300 calories par jour recommandé par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et l'OMS. En outre, il est clair que les PMA sont de plus en plus tributaires des importations de denrées alimentaires (graphique 14). Durant la période 1996-2001, tous les PMA sauf sept d'entre eux, étaient des importateurs nets de denrées alimentaires, et à l'heure actuelle, ce type d'importations représente, pour nombre de PMA, une part importante des importations et des exportations totales de marchandises. Si l'on ne tient pas compte de l'aide alimentaire, qui est vitale pour un certain nombre de PMA, on constate que dans 29 PMA, les importations de denrées alimentaires ont représenté plus de 20 % des exportations totales de marchandises durant la période 1996-2001, et plus de 20 % des importations totales de marchandises dans 13 d'entre eux (tableau 27). Toutefois, si l'on peut déduire de ce qui précède que les importations de denrées alimentaires sont déterminantes pour la balance des paiements des PMA, leur part dans la consommation intérieure de produits alimentaires est, en revanche, faible (voir la dernière colonne du tableau 27). En République démocratique du Congo par exemple, les importations de denrées alimentaires ont représenté 30 % des importations totales de marchandises et 31 % des exportations totales de marchandises durant la période 1996-2001, mais seulement 2 % de la consommation totale de produits alimentaires. Dans près des deux tiers des PMA, les importations de denrées alimentaires représentent moins de 10 % de la consommation totale de produits alimentaires. En outre, dans de nombreux PMA africains, la majeure partie de la consommation de produits alimentaires de base est constituée de denrées qui sont seulement «semi-marchandes», telles que le manioc, les bananes plantains, les ignames, le millet, le sorgho et le maïs blanc (voir CNUCED, 1998).

Au vu de cette structure, dans laquelle les importations de denrées alimentaires absorbent une part considérable des recettes totales d'exportation tout en ne constituant qu'une part infime de la consommation totale de produits alimentaires, on pourrait supposer que les importations de denrées alimentaires ne sont en fait pas déterminantes pour la sécurité alimentaire de la population

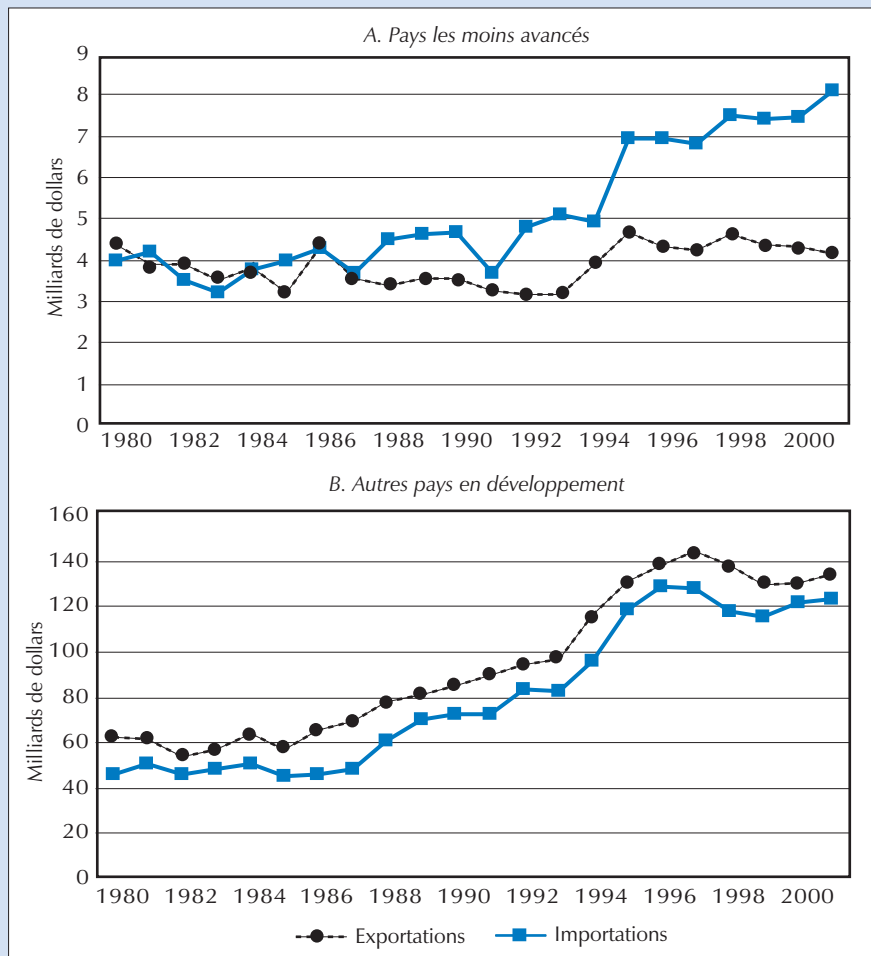
---

*Les importations occupent une place prépondérante dans l'économie de la plupart des PMA, pas simplement en raison de leur rôle dans l'utilisation des capacités, mais aussi à cause de leur part importante dans l'investissement.*

---



GRAPHIQUE 14. EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS DE DENRÉES ALIMENTAIRES DES PMA ET D'AUTRES PAYS EN DÉVELOPPEMENT, 1980-2001



Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED, d'après les données de la base COMTRADE de l'ONU.

*Dans les PMA où l'investissement comme la sécurité alimentaire sont tributaires des importations, un dilemme risque de se poser. Ce pourrait être un enjeu primordial des politiques menées dans le domaine du commerce et de la pauvreté dans certains PMA.*

dans son ensemble, mais bénéficient exclusivement à une petite minorité. Toutefois, il peut y avoir des cas où de petites quantités d'importations alimentaires suffisent pour influencer de manière décisive sur la sécurité alimentaire, même si leur part dans la consommation totale de produits alimentaires est minime, dans la mesure où elles contribuent à stabiliser les prix des produits alimentaires à des périodes de l'année où ils ont tendance à augmenter. C'est une question qui mériterait d'être approfondie. Mais dans les PMA où l'investissement comme la sécurité alimentaire sont tributaires des importations, un dilemme risque de se poser si d'un côté, on consacre les maigres recettes en devises à réduire la pauvreté et à promouvoir la sécurité alimentaire à court terme et que de l'autre, on réduit la capacité d'importer les biens d'équipements nécessaires pour parvenir à une croissance économique soutenue et améliorer la sécurité alimentaire à long terme (voir l'encadré 6). Ce pourrait être un enjeu primordial des politiques menées dans le domaine du commerce et de la pauvreté dans certains PMA, avec des conséquences qui pourraient être considérables pour les gouvernements de ces pays comme pour la communauté des donateurs.

Enfin, les PMA sans littoral ont un rapport de dépendance particulier à l'égard des importations qui tient au fait que le commerce international de ces pays est souvent tributaire de services importés de transport et d'assurance. Dans 11 PMA d'Afrique sans littoral, ces importations représentent plus de 20 % des exportations totales de biens et de services. Dans ces conditions, le

TABLEAU 27. INDICATEURS DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DANS LES PMA, MOYENNE POUR LA PÉRIODE 1996-2001

	Proportion de personnes sous-alimentées dans la population totale (%) <sup>a</sup>	Consommation de produits alimentaires par habitant <sup>b</sup>	Variation de la consommation de produits alimentaires <sup>c</sup>	Instabilité de la production agricole <sup>d</sup>	Aide alimentaire en pourcentage des importations alimentaires totales	Importations de denrées alimentaires en pourcentage des importations totales de marchandises	Importations de denrées alimentaires en pourcentage des exportations totales de marchandises	Importations de denrées alimentaires en pourcentage de la consommation de produits alimentaires
<b>Importateurs nets de denrées alimentaires et importateurs nets de produits agricoles</b>								
Afghanistan	70	1 694	..	6,0	30,6	13,4	66,6	6,1
Angola	49	1 878	10,0	4,2	25,3	8,9	4,4	11,4
Bangladesh	32	2 117	4,4	3,1	19,8	12,2	18,6	7,8
Bhoutan	..	2 500	..	3,6	28,2	6,4	9,8	3,4
Cambodge	38	1 905	7,6	31,2	20,9	7,5	13,9	3,4
Cap-Vert	..	3 227	9,8	13,2	21,3	17,4	373,3	32,7
Comores	..	1 776	-7,6	27,8	14,0	25,8	156,6	12,7
Djibouti	..	2 101	14,6	22,1	15,1	29,3	330,6	43,9
Guinée équatoriale	..	2 500	..	32,8	13,5	22,8	2,2	5,6
Érythrée	61	2 500	..	23,3	33,8	6,9	84,5	11,8
Gambie	27	2 248	-4,8	18,7	32,9	21,9	181,7	38,1
Guinée	28	2 282	15,1	4,1	7,5	12,2	16,1	8,7
Haïti	49	1 984	15,2	3,1	20,7	30,3	112,3	19,6
Kiribati	..	2 896	12,8	15,1	3,1	21,3	127,0	26,5
Rép. dém. pop. lao	22	2 231	8,3	7,4	1,3	4,2	7,6	1,8
Lesotho	25	2 296	2,3	8,9	7,9	9,8	39,1	19,0
Libéria	..	2 148	-10,6	12,7	28,4	8,9	7,1	12,9
Maldives	..	2 548	8,3	3,0	5,9	12,4	64,1	31,0
Mauritanie	10	2 716	5,6	3,5	7,2	42,9	37,5	32,9
Mozambique	53	1 904	10,8	8,1	21,8	13,5	44,4	7,2
Népal	17	2 376	-0,6	4,4	15,3	8,4	23,7	2,7
Niger	34	2 086	3,9	13,2	10,6	22,9	32,4	5,8
Rép. centrafricaine	44	1 927	4,6	14,1	5,8	8,6	7,7	2,3
Rép. dém. du Congo	75	1 635	-28,7	16,2	9,9	30,2	31,0	2,2
Rwanda	41	1 904	1,6	14,0	69,9	8,1	26,9	5,9
Samoa	..	2 500	..	7,3	8,4	12,8	97,0	18,5
Sao Tomé-et-Principe	..	2 411	6,5	7,0	14,2	10,8	39,6	14,9
Sénégal	24	2 256	0,2	14,5	7,8	20,8	32,9	21,1
Sierra Leone	50	2 001	-2,9	5,3	8,3	35,7	414,7	10,0
Somalie	71	1 635	..	7,9	9,0	24,7	50,9	8,6
Tuvalu	..	2 500	..	13,3	4,8	13,9	346,1	24,7
Yémen	33	2 043	-0,8	5,9	7,0	32,7	28,0	31,2
Zambie	50	1 900	-4,9	10,6	21,1	8,8	6,7	4,5
<b>Importateurs nets de denrées alimentaires et exportateurs nets de produits agricoles</b>								
Bénin	16	2 469	6,7	7,5	6,2	13,7	22,8	5,3
Burkina Faso	17	2 440	8,7	19,7	5,6	14,9	38,6	3,9
Burundi	70	1 639	-13,0	27,5	17,9	6,6	17,2	0,8
Éthiopie	42	2 500	..	14,8	72,0	3,5	8,7	2,0
Madagascar	36	2 038	-1,8	2,3	24,5	9,5	16,6	3,3
Malawi	33	2 126	11,7	9,1	26,4	6,7	7,5	3,6
Togo	25	2 322	6,0	5,4	4,2	9,3	15,8	6,8
Ouganda	19	2 306	1,8	3,9	29,0	6,2	16,0	2,9
Rép. Unie de Tanzanie	43	1 936	-8,3	3,4	19,1	13,3	30,9	4,7
<b>Exportateurs nets de denrées alimentaires et exportateurs nets de produits agricoles</b>								
Tchad	34	2 058	23,4	27,0	12,2	7,3	11,5	2,0
Guinée-Bissau	..	2 392	0,5	4,3	43,8	19,6	36,6	11,4
Mali	21	2 324	2,7	6,4	3,0	9,3	13,2	3,7
Myanmar	7	2 799	7,4	5,1	22,6	6,1	11,8	1,9
Îles Salomon	..	2 227	8,8	7,4	3,4	11,3	13,5	14,1
Soudan	25	2 323	5,9	9,2	19,2	12,1	22,4	4,7
Vanuatu	..	2 580	1,9	7,8	14,2	11,3	36,0	13,7
<b>PMA</b>	<b>41</b>	<b>2 390</b>	<b>3,5</b>	<b>11,7</b>	<b>18,1</b>	<b>19,9</b>	<b>124,4</b>	<b>23,6</b>

Source: FAO (2003a) et FAO (2003b).

Notes: La classification des pays en tant qu'exportateurs ou importateurs nets de denrées alimentaires a été établie d'après la base de données commerciales de la FAO sur les produits alimentaires, à l'exclusion du poisson. Cette classification, qui repose sur le commerce de produits agricoles de ces pays et sur leur situation alimentaire, se rapporte à la période 1995-2000.

a Période de référence: 1999-2001.

b Calories par habitant, par jour.

c Variation en pourcentage de la période 1988-1991 à la période 1999-2001.

d Mesurée d'après l'Indice d'instabilité de la production agricole pour la période 1979-2001 et définie suivant la méthode donnée dans les Notes explicatives de l'Indice de vulnérabilité économique du Comité des politiques du développement (disponible à l'adresse suivante: <http://www.un.org/esa/analysis/devplan/cdp00p21.pdf>).

TABLEAU 28. PART DES IMPORTATIONS DE SERVICES DE TRANSPORT ET D'ASSURANCE PAR RAPPORT AUX EXPORTATIONS ET AUX IMPORTATIONS TOTALES DE BIENS ET DE SERVICES, 2000<sup>a</sup>  
(en millions de dollars)

	Importations de services de transport et d'assurance (1)	Exportations de biens et de services (2)	Importations de biens et de services (3)	Ratio (%) (1)/(2)	Ratio (%) (1)/(3)
<b>PMA sans littoral</b>					
Burkina Faso	107,8	237,0	657,6	45,5	16,4
Burundi	19,6	55,2	150,7	35,4	13,0
Éthiopie	302,3	992,2	1 622,1	30,5	18,6
Lesotho	36,2	253,8	770,1	14,3	4,7
Malawi	88,6	437,4	629,1	20,2	14,1
Mali	245,7	644,2	926,9	38,1	26,5
Népal	119,9	1 282,1	1 790,1	9,3	6,7
Niger	92,5	336,9	497,8	27,5	18,6
Ouganda	164,1	663,1	1 408,5	24,7	11,7
Rép. centrafricaine	58,7	179,0	244,4	32,8	24,0
Rép. dém. pop. lao	42,4	506,0	578,3	8,4	7,3
Rwanda	64,8	127,8	423,3	50,7	15,3
Tchad	98,5	190,1	411,5	51,8	23,9
Zambie	227,5	871,2	1 318,0	26,1	17,3
<b>PMA insulaires</b>					
Cap-Vert	47,6	145,9	325,9	32,6	14,6
Comores	21,1	49,1	99,3	43,0	21,2
Îles Salomon	49,5	226,8	291,7	21,8	17,0
Kiribati	11,0	23,7	44,5	46,4	24,7
Maldives	57,5	457,2	451,7	12,6	12,7
Samoa	5,6	79,9	140,2	6,9	4,0
Sao Tomé-et-Principe	5,4	16,3	36,1	33,3	15,0
Vanuatu	26,8	157,0	147,1	17,1	18,2
<b>Autres PMA</b>					
Angola	374,4	8 188,0	5 739,0	4,6	6,5
Bangladesh	1 103,8	7 214,3	9 673,1	15,3	11,4
Bénin	141,1	528,4	707,8	26,7	19,9
Cambodge	184,5	1 829,6	2 267,2	10,1	8,1
Djibouti	50,5	184,9	292,2	27,3	17,3
Érythrée <sup>b</sup>	6,9	97,7	499,7	7,1	1,4
Gambie	36,8	229,0	281,8	16,1	13,1
Guinée	118,3	734,4	871,9	16,1	13,6
Guinée-Bissau	16,9	56,9	88,6	29,7	19,1
Haïti	187,0	192,4	801,7	97,2	23,3
Madagascar	196,0	1 187,8	1 519,5	16,5	12,9
Mauritanie	123,7	424,4	585,3	29,2	21,1
Mozambique	182,9	689,4	1 491,8	26,5	12,3
Myanmar	26,8	2 139,4	2 493,5	1,3	1,1
Rép.-Unie de Tanzanie	223,9	1 290,7	2 050,0	17,3	10,9
Sénégal	291,7	1 276,3	1 567,7	22,9	18,6
Sierra Leone	16,8	176,8	248,7	9,5	6,8
Soudan	555,4	1 834,1	2 013,9	30,3	27,6
Togo	98,7	423,6	602,1	23,3	16,4

Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED, d'après le FMI, *Balance of Payments Statistics 2003*.

Note: Aucune donnée n'était disponible pour l'Afghanistan, le Bhoutan, la République démocratique du Congo, la Guinée équatoriale, le Libéria, la Somalie, Tuvalu et le Yémen.

a Les données correspondent aux années 1991 pour les Comores; 1992 pour le Rwanda; 1994 pour la République centrafricaine, le Tchad et Kiribati; 1995 pour Djibouti, Haïti, la Mauritanie, Myanmar, le Népal, le Niger et la Sierra Leone; 1997 pour la Gambie et la Guinée-Bissau; 1998 pour la République démocratique populaire lao et le Lesotho; et 1999 pour Samoa, le Sénégal et les Îles Salomon.

b Unités monétaires locales.

processus de croissance peut être particulièrement fragilisé par les perturbations qui peuvent survenir dans les réseaux de transport en transit (tableau 28).

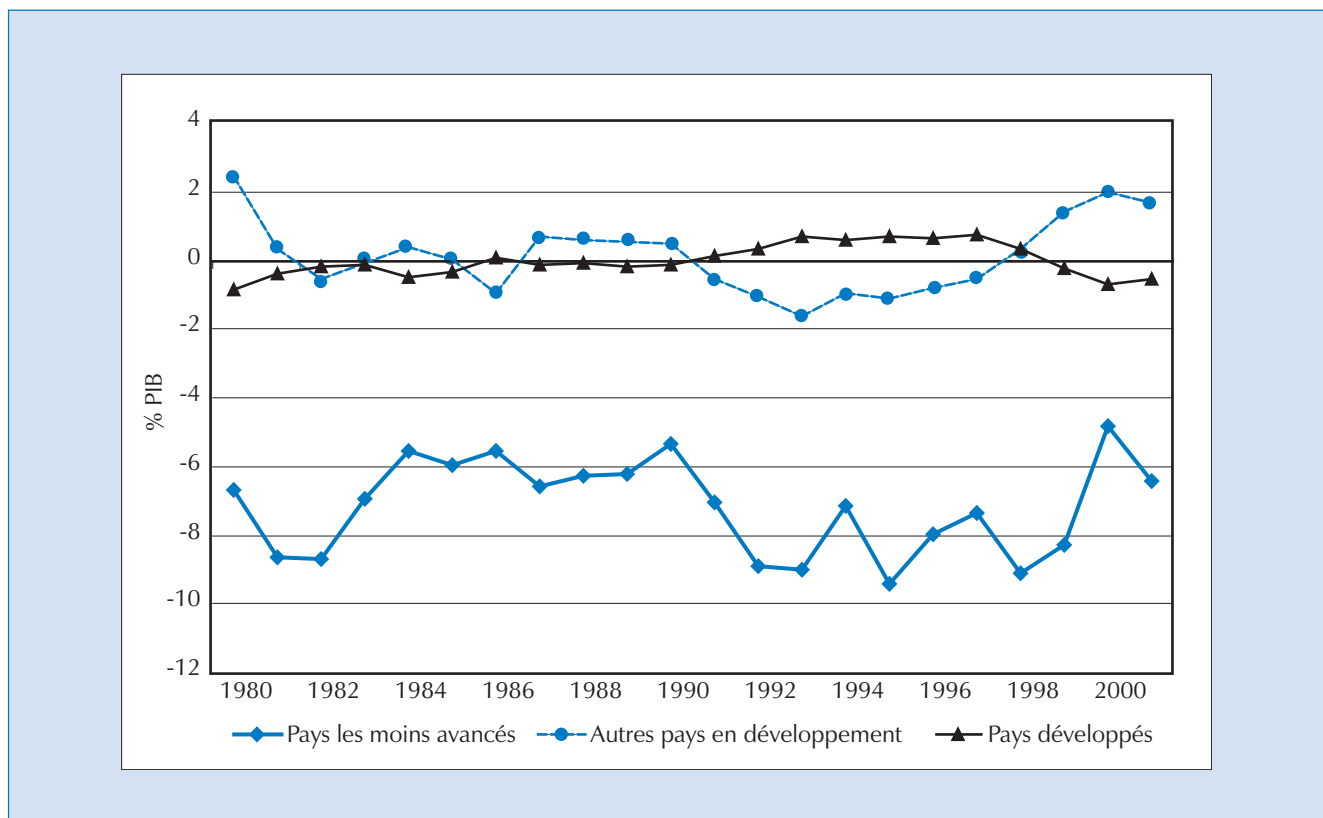
### 3. STRUCTURE DE LA CONTRAINTE DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

L'accroissement des exportations peut financer, par le biais des recettes en devises, l'augmentation des importations qui sont indispensables pour parvenir à une croissance économique soutenue et réduire la pauvreté. Toutefois, l'augmentation des entrées de capitaux et la réduction de la charge du service de la dette peuvent aboutir aux mêmes résultats.

Il importe d'avoir cet élément à l'esprit étant donné que dans presque tous les PMA, l'économie est grevée par des déficits commerciaux considérables et persistants. Ceux-ci sont principalement financés par les flux d'aide, même si les repatriements de salaires sont de plus en plus importants, en particulier dans certains PMA, tandis que d'autres accueillent des flux d'IED non négligeables. Comme le montre le graphique 15, les déficits commerciaux des PMA considérés collectivement ont oscillé entre 5 et 10 % du PIB tout au long des années 90. Durant la période 1999-2001, le déficit commercial a dépassé 10 % du PIB dans 25 des 44 PMA pour lesquels on dispose de données, et 20 % du PIB dans 11 d'entre eux (tableau 26). On constate que les recettes d'exportation des PMA pris collectivement ont financé seulement 77 % des importations pendant ces années, chiffre qui tombe à seulement 65 % si on exclut les exportateurs de pétrole, qui affichent le plus souvent des excédents commerciaux. Dans près de la moitié des PMA pour lesquels on dispose de données, les recettes d'exportation ont financé moins des deux tiers des importations (tableau 26). En outre, dans les PMA qui exportent principalement

*L'accroissement des exportations peut financer l'augmentation des importations qui sont indispensables pour parvenir à une croissance économique soutenue et réduire la pauvreté. Toutefois, l'augmentation des entrées de capitaux et la réduction de la charge du service de la dette peuvent aboutir aux mêmes résultats.*

GRAPHIQUE 15. COMMERCE NET DE BIENS ET DE SERVICES DE DIFFÉRENTS GROUPES DE PAYS, 1980-2001  
(en pourcentage du PIB)



Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED, d'après la Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde 2003*, CD-ROM.

des produits agricoles, les recettes d'exportation ont couvert à peine 54 % des dépenses d'importation durant la période 1999-2001.

La contribution des exportations au développement des capacités d'importation et à la réduction de la contrainte de change qui pèse sur la croissance économique doit être envisagée dans ce contexte. Le fait que les exportations ne financent qu'une partie des dépenses totales d'importation et que des déficits commerciaux persistent, tout en étant principalement financés par des flux d'aide considérables, peut conduire à deux conclusions différentes. La première, qui pourrait être celle des PMA, consiste à dire que les entrées de capitaux, et particulièrement les flux d'aide, peuvent suppléer les exportations. La seconde, qui pourrait être celle des donateurs, consiste à dire que les exportations peuvent tenir le rôle de l'aide. L'une comme l'autre peuvent être invalidées.

---

*Si exportations et aide peuvent sembler avoir les mêmes effets sur la contrainte de change, en particulier lorsque l'aide vient supporter la balance des paiements, les effets de l'aide sur les importations sont toutefois moins susceptibles de générer de la croissance que ceux des exportations.*

---

La première conclusion s'appuie sur l'idée que les déficits commerciaux persistants financés par l'aide ne sont pas problématiques. Cela peut être vrai à condition que l'aide soit fournie sous forme de dons et à long terme, et/ou que des prêts à des conditions de faveur soient utilisés pour encourager l'investissement et non la consommation, renforcer les capacités de production et produire suffisamment de recettes en devises pour permettre de rembourser la dette. Mais si exportations et aide peuvent sembler avoir les mêmes effets sur la contrainte de change, en particulier lorsque l'aide vient soutenir la balance des paiements, les effets de l'aide sur les importations sont toutefois moins susceptibles de générer de la croissance que ceux des exportations. Cela s'explique par le caractère fluctuant de l'aide (ce qui vaut également pour les exportations de produits de base), l'aide liée à l'achat de produits importés, les coûts de transaction élevés et les problèmes de coordination qui se posent inévitablement lors de la fourniture de l'aide, et la difficulté pour le pays de se sentir véritablement maître des politiques menées dans le cas d'une forte dépendance à l'égard de l'aide extérieure et d'un endettement non viable auprès de créanciers publics. On tente de résoudre ces problèmes en s'appuyant sur les DSRP, mais les résultats obtenus jusqu'ici sont inégaux. Les PMA doivent néanmoins tout faire pour réduire leur dépendance vis-à-vis de l'aide et parvenir progressivement à une croissance soutenue qui repose de plus en plus sur la mobilisation des ressources intérieures, l'entrée d'IED favorables au développement et l'accès aux marchés financiers internationaux. L'expansion des exportations est un élément essentiel de cette transition en même temps qu'un moyen de renforcer la contribution des ressources intérieures à la croissance économique.

---

*Réduire les flux d'aide et augmenter les paiements au titre du service de la dette annuleraient les effets positifs de l'expansion des exportations sur les importations. Un pays risquerait alors de se retrouver à son point de départ après avoir fourni des efforts considérables pour renforcer sa capacité de financer son propre développement.*

---

La deuxième conclusion serait de dire que les exportations peuvent se substituer à l'aide. Dans cette perspective, l'expansion des exportations pourrait être perçue comme l'occasion pour les donateurs de revoir leurs engagements à la baisse sans provoquer une crise économique, ou encore comme le moyen d'éviter un nouveau cycle d'allègements de la dette et même d'augmenter les paiements au titre du service de la dette. Cette conclusion est aussi erronée que la précédente et sa mise en pratique serait contre-productive. En effet, réduire les flux d'aide et augmenter les paiements au titre du service de la dette annuleraient les effets positifs de l'expansion des exportations sur les importations. Un pays risquerait alors de se retrouver à son point de départ après avoir fourni des efforts considérables pour renforcer sa capacité de financer son propre développement. En outre, si on réduisait les flux d'aide, ou si on augmentait les paiements au titre du service de la dette, non seulement l'accroissement des exportations n'aurait eu aucun effet sur les importations, mais l'investissement et le budget de l'État pourraient en pâtir. Les flux d'aide ne

sont pas seulement importants pour l'équilibre de la balance des paiements; ils sont également au cœur du processus budgétaire et du processus d'accumulation des PMA. Comme le démontre la section suivante, les retombées les plus bénéfiques de la croissance des exportations ne pourraient se matérialiser que si ladite croissance va de pair avec un accroissement des investissements. Toutefois, ces effets d'entraînement entre croissance des exportations et hausse des investissements ne peuvent pas se produire si on réduit les flux d'aide en même temps que les exportations augmentent.

#### 4. SYNERGIE ENTRE L'INVESTISSEMENT ET L'EXPORTATION

Dans les pays pauvres où l'économie est essentiellement agricole, ce qui est le cas de la plupart des PMA, la croissance économique nécessite la mise en place de capacités, institutions et services divers. Il faut adapter les techniques agricoles existantes, ou en concevoir de nouvelles, en tenant compte des conditions agroclimatiques et de la nature des sols du pays. Écoles, universités, hôpitaux, centres de formation technique et instituts de recherche et de développement doivent être consolidés ou créés. Il faut construire des routes et mettre en place des services de vulgarisation pour faire entrer la majorité de la population agricole dans la sphère de l'économie moderne. Des institutions et des politiques nouvelles sont nécessaires pour créer un environnement stable afin d'encourager les producteurs agricoles à adopter les nouvelles technologies et les nouveaux facteurs de production. Il faut garantir la paix et la stabilité politique, renforcer la primauté du droit et réduire les activités monopolistiques qui servent des intérêts particuliers. En résumé, il faut investir dans le capital physique, humain, social et institutionnel ainsi que dans l'innovation et le progrès technologique, en accord avec la situation des pays concernés. L'accumulation de capital et le progrès technologique sont les moteurs de la croissance, et le commerce international en est le carburant. Sans carburant, le moteur ne peut pas tourner.

Pour parvenir à une croissance économique soutenue, il faut donc non seulement que les exportations augmentent, mais aussi qu'elles soient en synergie avec l'investissement afin de bien utiliser les biens d'équipement, les matières premières et les facteurs de production importés et d'avoir en conséquence une productivité du travail en constante progression dans l'ensemble de l'économie. Si investissement et croissance des exportations sont associés, un cercle vertueux peut naître, dans lequel l'investissement dans les activités d'exportation améliore la productivité de ces dernières et débouche sur une compétitivité accrue, et l'expansion des exportations favorise en retour l'augmentation de l'investissement. Ce processus a également à voir avec l'évolution de la structure des exportations au profit de produits à plus forte valeur ajoutée et plus dynamiques. On peut procéder par étape, les recettes en devises et les ressources issues des exportations traditionnelles finançant dans un premier temps la diversification au profit de nouveaux produits d'exportation. Un bon exemple de ce cercle vertueux est Maurice, où les recettes dégagées grâce à l'essor du commerce du sucre dans les années 70 ont servi à financer les investissements dans les exportations de produits manufacturés dans la zone franche (Dabee, 2002).

L'une des raisons de la difficulté des PMA à renforcer la synergie entre investissement et exportations est l'absence de ressources intérieures pour financer de nouveaux investissements. Il est frappant de constater à cet égard que pendant la période 1995-1999, le revenu moyen par habitant des PMA, aux prix courants et aux taux de change officiels (et non en dollars PPA de

---

*L'une des raisons de la difficulté des PMA à renforcer la synergie entre investissement et exportations est l'absence de ressources intérieures pour financer de nouveaux investissements.*

---

1985), était de 0,72 dollar par jour, et la consommation moyenne par habitant de 0,57 dollar par jour (voir le tableau 25 ci-dessus). Cela veut dire, qu'il n'y avait en moyenne que 0,15 dollar par jour et par personne à consacrer à la formation de capital privé, à l'investissement public dans les infrastructures et au fonctionnement de services publics essentiels tels que la santé, l'éducation, l'administration et le maintien de l'ordre.

---

*Il est plus que probable, pour la plupart des PMA, que la mise en place d'une synergie entre investissement et exportations passe par l'association efficace d'un accroissement des échanges et d'une augmentation de l'aide.*

---

C'est en raison de tous ces éléments que le financement extérieur prend tant d'importance. Les flux de capitaux privés peuvent avoir un rôle à jouer. Toutefois, il est plus que probable, pour la plupart des PMA, que la mise en place d'une synergie entre investissement et exportations passe par l'association efficace d'un accroissement des échanges et d'une augmentation de l'aide.

## D. Expansion des exportations et croissance économique «inclusive»

La réduction de la pauvreté nécessite une croissance économique soutenue, laquelle ne peut contribuer à réduire la pauvreté que si elle s'accompagne d'une augmentation substantielle de la consommation moyenne des ménages grâce à la création d'activités productives génératrices de revenus en nombre suffisant. Dans les PMA, il est difficile de parvenir à un tel résultat par le seul biais de l'accroissement des exportations. En fait, on peut craindre que l'accroissement des exportations ne s'appuie pas sur une large base mais se concentre dans une enclave tournée vers l'extérieur et entretenant peu de liens avec le reste de l'économie.

### 1. LES ACTIVITÉS D'EXPORTATION: SOURCES D'EMPLOIS ET DE MOYENS D'EXISTENCE

Le risque que l'expansion des exportations ne s'appuie pas sur une base diversifiée tient à la structure de l'économie des PMA en termes de composition sectorielle, de types d'entreprises et de catégories d'emplois. Bien que la part du commerce international dans le PIB total soit généralement élevée, dans la plupart des PMA, la majorité des emplois et des moyens d'existence ne dépendent pas des exportations. De plus, les liens entre les activités axées sur l'exportation et le reste de l'économie ne sont pas systématiques.

---

*Bien que la part du commerce international dans le PIB total soit généralement élevée, dans la plupart des PMA, la majorité des emplois et des moyens d'existence ne dépendent pas des exportations. De plus, les liens entre les activités axées sur l'exportation et le reste de l'économie ne sont pas systématiques.*

---

Il est difficile de mesurer la proportion de la population nationale directement employée dans des activités d'exportation. Comme le montre le graphique 13, les exportations ne se sont élevées qu'à 113 dollars par travailleur dans les PMA pendant la période 1999-2001, contre 552 dollars dans les pays à faible revenu et pays à revenu intermédiaire, et 8 455 dollars dans les pays de l'OCDE à revenu élevé. Toutefois, ces écarts considérables témoignent davantage de la très faible productivité de la main-d'œuvre dans les PMA que de différences dans le degré de participation de la population aux activités d'exportation.

À quelques exceptions près, l'agriculture est la principale source de revenus dans les PMA. En 2000, dans les PMA pris collectivement, 71 % de la population en âge de travailler étaient employés dans l'agriculture, et la proportion de travailleurs agricoles excédait 50 % dans tous les PMA pour lesquels on dispose de données, sauf sept d'entre eux (Cap-Vert, Kiribati, Lesotho, les Maldives, Samoa, Ouganda et Yémen). Il existe de grandes

exploitations capitalistes (plantations, agro-industries), mais la production agricole est essentiellement organisée à l'échelle des ménages, au sein desquels production et consommation se superposent, une partie de la production totale du ménage n'étant pas mise sur le marché, mais consommée par le ménage lui-même. Les unités de production agricole plus importantes produisent essentiellement pour vendre, embauchent de la main-d'œuvre et achètent des produits manufacturés, et sont parfois associées à des agro-industries en qualité de fournisseurs de matières premières. En revanche, les exploitations plus modestes, bien que partiellement intégrées aux marchés de produits et de l'emploi, sont plutôt tournées vers une agriculture de subsistance, une tendance renforcée par la précarité liée à l'extrême pauvreté et par le fait que le réseau interne de commercialisation, de transport et de communications est insuffisamment développé.

Les agro-industries comme les petits agriculteurs produisent pour l'exportation, bien que d'une manière générale, une part réduite de leur production totale est exportée. Dans plus de la moitié des PMA pour lesquels on dispose de données, on constate que les exportations agricoles ont représenté moins de 10 % de la valeur ajoutée issue de l'agriculture (tableau 29). Le ratio exportations de produits agricoles/valeur ajoutée du secteur agricole n'est sans doute pas le meilleur moyen de mesurer l'importance des exportations comme source de revenus agricoles. Toutefois, il semble indiquer que dans les PMA, la participation directe des agriculteurs aux activités d'exportation est plutôt limitée, à quelques notables exceptions près, notamment la Guinée-Bissau, le Malawi et les PMA d'Afrique de l'Ouest exportateurs de coton.

Les autres secteurs d'activité sont l'exploitation des ressources minières, l'industrie et les services, dans lesquels, à l'instar de l'agriculture, la production est organisée selon une structure très hétérogène. En résumé, comme indiqué dans le *Rapport 2000 sur les pays les moins avancés*, on peut dégager trois types d'entreprises (CNUCED, 2000, p. 95 à 97). À l'une des extrémités du spectre (strate A), on trouve une poignée de grandes entreprises, nationales ou étrangères, viables, qui offrent des emplois fixes à plein temps à la main-d'œuvre qualifiée et ont des liens avec les marchés mondiaux. À l'autre extrémité du spectre (strate C), une multitude de microentreprises et de petites entreprises emploie de façon informelle la plus grande partie de la main-d'œuvre non qualifiée, notamment sous forme d'emplois occasionnels. Ces entreprises ciblent généralement le marché national en fournissant des services ou en produisant des biens accessibles aux pauvres.

Entre ces deux types d'activité se trouve une fine strate composée d'entreprises nationales de taille moyenne qui peuvent, dans une certaine mesure, avoir des activités à vocation exportatrice (strate B). L'une des caractéristiques de ces activités est qu'il est difficile de financer leur développement à des conditions commerciales. On les a appelées le «milieu manquant» dans la structure du secteur des entreprises des PMA (CNUCED, 2001).

Comme dans le cas de l'agriculture, il est difficile d'estimer le nombre de personnes qui travaillent à l'exportation, en particulier dans les industries extractives, l'industrie textile et du vêtement et les services de tourisme. Toutefois, il ressort des données existantes que la valeur ajoutée manufacturière n'a représenté que 10 % du PIB dans le groupe des PMA durant la période 1999-2001, et demeure faible même dans les PMA qui se sont diversifiés en exportant des textiles et des vêtements. Au Bangladesh, en République

---

*Dans les PMA pris collectivement, 71 % de la population en âge de travailler étaient employés dans l'agriculture... Dans plus de la moitié des PMA pour lesquels on dispose de données, on constate que les exportations agricoles ont représenté moins de 10 % de la valeur ajoutée issue de l'agriculture.*

---



TABLEAU 29. INDICATEURS DE L'IMPORTANCE DES EXPORTATIONS DANS L'EMPLOI TOTAL DANS LES PMA, PAR PAYS, 1999-2001  
(Pourcentage)

	Population rurale en % de la population totale	Main-d'œuvre agricole en % de la main-d'œuvre totale	Exportations agricoles en % de la valeur ajoutée agricole	Valeur ajoutée manufacturière en % du PIB <sup>a</sup>	Emplois du secteur manufacturier en % de la main d'œuvre totale <sup>b</sup>
<b>Pays dont le degré d'«ouverture» est supérieur à la moyenne<sup>c</sup></b>					
Guinée équatoriale	51,9	70,4	7,0	..	..
Maldives	72,4	22,5	..	4,3	7,2
Angola	65,8	71,8	0,5	3,3	0,3
Vanuatu	78,3	80,1	14,0	3,4	1,1
Îles Salomon	80,3	73,1	..	..	2,1
Sao Tomé-et-Principe	53,1	64,4	44,2	4,4	..
Lesotho	72,1	37,9	5,4	12,7	1,8
Gambie	69,3	79,0	10,3	5,0	0,4
Djibouti	16,0	79,0	17,3	2,7	..
Cambodge	83,1	70,1	2,1	5,8	5,7
Samoa	77,9	34,5	14,1	15,4	..
Érythrée	81,2	77,5	1,4	10,5	..
Guinée Bissau	68,5	82,8	59,3	10,1	..
Mauritanie	42,3	52,9	17,3	8,8	0,2
Bhoutan	92,9	93,7	9,8	10,4	..
Cap-Vert	38,0	23,0	0,4	8,7	..
Togo	66,6	59,7	20,1	9,3	..
Yémen	75,3	36,7	32,6	7,0	0,4
Sénégal	52,6	73,7	16,7	17,4	0,8
Malawi	85,3	82,9	77,8	12,9	0,8
Mali	69,8	81,0	23,7	3,8	..
Rép. dém. pop. lao	80,7	76,5	3,7	17,2	..
Libéria	55,1	67,5	..	..	..
Madagascar	70,5	74,2	9,6	12,1	..
Zambie	60,3	50,9	4,8	11,6	1,1
<b>Pays dont le degré d'«ouverture» est inférieur à la moyenne<sup>c</sup></b>					
Mozambique	67,9	80,5	5,8	12,1	0,3
Népal	88,1	93,0	2,6	9,4	4,4
Tchad	76,2	75,2	21,9	11,1	..
Guinée	72,5	83,8	4,3	4,2	..
Sierra Leone	63,4	62,1	2,5	4,7	0,6
Comores	66,8	73,7	6,7	4,0	..
Éthiopie	84,5	82,4	9,6	7,0	0,3
Haïti	64,3	62,2	..	..	..
Bénin	57,7	54,0	21,7	8,9	..
Niger	79,4	87,7	9,4	6,6	..
Rép. dém. du Congo	..	63,2	1,4	4,5	..
Rép. Unie de Tanzanie	67,8	80,4	13,3	7,4	0,8
Burkina Faso	83,5	92,3	13,7	14,1	0,2
Ouganda	85,8	25,0	..	9,8	..
Bangladesh	75,0	55,6	0,9	14,9	5,6
Rwanda	103,5	90,3	5,3	10,0	..
Soudan	63,9	61,0	8,6	9,7	..
Burundi	91,0	90,4	11,8	8,7	0,2
Rép. centrafricaine	58,8	72,6	4,5	9,2	0,3
<i>Pour mémoire:</i>					
Afghanistan	78,1	67,0	..	..	..
Kiribati	61,8	26,5	..	1,1	..
Myanmar	72,3	70,2	..	6,9	5,5
Somalie	72,5	71,1	..	..	..
<b>PMA</b>	<b>69,1</b>	<b>69,1</b>	<b>17,1</b>	<b>10,3</b>	<b>1,8</b>
Pays à faible revenu et pays à revenu intermédiaire	57,8	70,5	9,8	21,3	..

Source: Estimations de la CNUCED, d'après la Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde 2003*, CD-ROM; base de données en ligne de la FAO; ONUDI, *Statistiques industrielles 2003*, CD-ROM; et Banque asiatique de développement, *Key Indicators 2003*.

Note: Tuvalu a été exclu faute de données.

a 1996-1998 pour le Cambodge, Kiribati et les Maldives.

b Les données se rapportent aux périodes suivantes: 1991-1993 pour l'Angola, 1990-1991 pour le Burundi, 1991-1993 pour la République centrafricaine, 2000 pour le Bangladesh, le Cambodge, l'Éthiopie, la Mauritanie, le Mozambique et le Vanuatu, 1999 pour le Népal, 1998 pour le Lesotho et le Burkina Faso, 1996-1998 pour le Malawi, 1995 pour Myanmar, 1995-1997 pour le Sénégal, 1997-1999 pour la République-Unie de Tanzanie, 1994-1996 pour le Yémen, 1993 pour la Gambie et la Sierra Leone et 1994 pour la Zambie.

c On mesure l'«ouverture» en fonction de la part du commerce dans le PIB. Les PMA dont le degré d'ouverture est supérieur à la moyenne sont ceux dont le ratio commerce/PIB est supérieur à celui des pays à revenu faible et pays à revenu intermédiaire.

démocratique populaire lao, au Lesotho et à Madagascar, la valeur ajoutée manufacturière a représenté entre 12 et 17 % du PIB. En revanche, au Cambodge et au Népal, elle a représenté, respectivement, que 6 et 9 % du PIB. Il est peu probable que la part de la main-d'œuvre totale absorbée par le secteur manufacturier dépasse ces pourcentages. En réalité, selon les données de l'ONUDI, qui se concentrent sur l'emploi salarié fixe, le secteur manufacturier a représenté, dans les années 90, moins de 2 % du total des emplois dans presque tous les PMA pour lesquels il existait des données (tableau 29).

## 2. LES POINTS FAIBLES DE LA «CROISSANCE ENCLAVÉE»

Étant donné la structure de la production, du secteur des entreprises et de l'emploi décrite précédemment, rien ne garantit que l'accroissement des exportations débouche sur une forme de croissance économique qui soit «inclusive». En effet, il est fort probable que l'accroissement des exportations soit associé à une «croissance enclavée»<sup>3</sup>, c'est-à-dire une forme de croissance concentrée dans une petite partie de l'économie, d'un point de vue tant géographique que sectoriel. Le modèle de développement des PMA d'Afrique à l'époque coloniale en est un bon exemple, avec d'un côté, un secteur d'exportation de produits de base assez prospère, bien desservi par les liaisons routières et portuaires et appuyé par des services auxiliaires, et de l'autre, de vastes arrière-pays non développés où vivait la plus grande partie de la population. Toutefois, ce type de phénomène peut tout aussi bien se produire lorsque l'accroissement des exportations de produits manufacturés est confiné à une zone franche consacrée à l'assemblage de produits importés, ou à des enclaves touristiques approvisionnées par les importations, ou encore à des exploitations minières à forte intensité de capital financées par l'IED.

La croissance enclavée offre une solution à court terme face aux multiples contraintes qui pèsent inévitablement sur la croissance économique dans les pays à faible revenu pris dans l'engrenage du sous-développement et de la pauvreté généralisée. Les ressources extérieures peuvent compenser efficacement aussi bien le manque d'investissements que l'insuffisance de la demande intérieure réelle ou le manque de fiabilité des fournisseurs locaux: l'épargne extérieure peut pallier l'insuffisance de l'épargne locale; les exportations, celle de la demande locale, et les importations permettent d'acquérir des facteurs de production conformes aux normes internationales. En cas d'inélasticité de l'offre de denrées alimentaires produites localement, le surcroît de demande résultant du plus grand nombre de travailleurs en activité et/ou de la hausse des salaires au sein de l'enclave peut également être satisfait en augmentant les importations alimentaires. Mais la croissance économique générée au sein de l'enclave grâce aux marchés et fournisseurs extérieurs, et l'augmentation du PIB par habitant qui en résulte, n'empêchent pas l'existence d'un sous-emploi généralisé et d'une pauvreté persistante par ailleurs (Mhone, 2001).

Une croissance économique concentrée uniquement dans une enclave à vocation exportatrice ne peut pas être «inclusive», pas plus qu'elle ne peut être durable. Dans les pays très pauvres, le creusement des inégalités associé à une croissance enclavée peut déclencher une crise de légitimité, qui pourrait même dégénérer en conflit civil (voir le chapitre 4).

---

*Étant donné la structure de la production, du secteur des entreprises et de l'emploi, il est fort probable que l'accroissement des exportations soit associé à une «croissance enclavée».*

---



---

*La croissance enclavée offre une solution à court terme face aux multiples contraintes qui pèsent inévitablement sur la croissance économique dans les pays à faible revenu pris dans l'engrenage du sous-développement et de la pauvreté généralisée...*

---



---

*... Mais une croissance économique concentrée uniquement dans une enclave à vocation exportatrice ne peut pas être «inclusive», pas plus qu'elle ne peut être durable.*

---

### 3. LES CONDITIONS D'UNE CROISSANCE «INCLUSIVE»

Une croissance économique soutenue qui se veut «inclusive», ou solidaire, doit être de nature à accroître notablement le revenu moyen des ménages grâce à la création en nombre suffisant d'activités productives génératrices de revenus (emplois et moyens d'existence). Il faut donc non seulement accroître la production par habitant mais aussi atteindre des taux de croissance économique et d'intensité d'emploi de la croissance qui permettent à la population en âge de travailler de s'intégrer de plus en plus pleinement et de manière de plus en plus productive sur le marché du travail. Plus la croissance démographique sera rapide, plus le rythme de la croissance économique devra être soutenu et le taux d'intensité d'emploi de la croissance, élevé, pour remplir cette condition.

L'accroissement des exportations contribue à atteindre cet objectif dans la mesure où les activités d'exportation créent des emplois et sont à plus forte composante de main-d'œuvre que certaines activités de substitution aux importations axées sur le marché intérieur. Quoi qu'il en soit, la contribution totale du secteur marchand à l'emploi peut être négligeable, voire négative, si les emplois créés sous l'effet de l'accroissement des exportations sont contrebalancés par la suppression d'emplois dans les secteurs marchands axés sur le marché intérieur qui ne peuvent pas soutenir la concurrence des importations. Ce pourrait être le cas de nombreuses entreprises de la strate B, dont la disparition aggraverait le problème du «milieu manquant» dans la structure du secteur des entreprises des PMA. Par ailleurs, la création d'emplois dans tous les secteurs de l'économie dépend autant de la croissance du secteur non marchand que de celle du secteur marchand<sup>4</sup>.

---

*Bien que la croissance économique ait peu de chances d'être durable si elle ne s'accompagne pas d'un accroissement des exportations, elle a tout aussi peu de chances d'être «inclusive» si elle ignore le marché intérieur.*

---

Dans les pays où ont été adoptées des mesures fiscales et autres mesures dissuasives qui ont découragé la production destinée à l'exportation, des gains de productivité peuvent être réalisés en réaffectant des ressources jusque-là consacrées aux activités qui concurrencent les importations et aux biens marchands, au profit de produits exportables. Grâce à ces gains d'efficacité issus des échanges, les possibilités de consommation d'un pays sont accrues pour un apport de travail donné. Si les exportations ne sont plus défavorisées, il ne faut pas pour autant négliger les activités qui concurrencent les importations ou les biens non marchands. La multiplication de ces sources potentielles de revenus est un élément essentiel de la croissance totale de l'emploi dans le cadre d'une croissance «inclusive».

Ainsi, bien que la croissance économique ait peu de chances d'être durable si elle ne s'accompagne pas d'un accroissement des exportations, elle a tout aussi peu de chances d'être «inclusive» si elle ignore le marché intérieur. C'est ce que mettent en évidence les analyses qui évaluent l'importance relative de différents éléments de la demande qui interviennent dans la croissance économique, à savoir l'accroissement de la demande locale, la substitution aux importations et la croissance des exportations. Par exemple, les travaux de Chenery *et al.* (1986) sur l'évolution de la croissance au cours de la période 1950-1983 montrent qu'au début du processus de développement, l'augmentation de la demande locale comptait pour pratiquement 75 % de la croissance économique, tant dans les petits pays où le secteur primaire était prépondérant que dans les petits pays où le secteur manufacturier était prédominant. En République de Corée (1955-1971) et dans la province chinoise de Taiwan (1956-1971), généralement considérées comme les modèles par excellence de la «croissance tirée par les exportations», l'augmentation de la demande locale comptait respectivement pour 68 % et 55 % de la croissance économique totale, et l'accroissement des exportations, pour 35 % et 43 % (Chenery, 1986, tableau 6.4).

La croissance «inclusive» est également facilitée si l'expansion des exportations est liée à la croissance du reste de l'économie, comme c'est le cas lorsqu'il existe des synergies positives entre les entreprises exportatrices et les fournisseurs locaux de facteurs de production, les prestataires de services, les sous-traitants et les achats locaux de biens salariaux. Il est capital que l'accroissement des exportations contribue à renforcer les liens locaux et les complémentarités favorables au développement entre l'agriculture, dont la majorité de la population tire ses moyens de subsistance, et les activités nouvelles autres qu'agricoles.

## E. Conclusions

L'idée centrale de ce chapitre est que le commerce international peut contribuer de manière déterminante à la réduction de la pauvreté dans les PMA dans la mesure où il existe une pauvreté généralisée, une pauvreté de masse. Dans ces conditions, la réduction de la pauvreté nécessite une croissance économique soutenue, qui passe par l'expansion des exportations. Celles-ci sont essentielles étant donné que l'économie des PMA est sensible aux importations et soumise à des contraintes rigoureuses en matière de change. Les difficultés d'importation font obstacle à la pleine utilisation et au développement efficace des capacités productives locales. Dans certains pays, la sécurité alimentaire est également sensible aux importations.

Grâce aux exportations, les ressources naturelles sous-utilisées et la main-d'œuvre excédentaire peuvent être exploitées pour financer des importations qui stimulent la croissance économique. Mais si l'accroissement des exportations est une condition préalable, elle n'est pas en soi suffisante pour déboucher sur une croissance économique soutenue. Il faut pour cela que l'accroissement des exportations soit lié aux principaux moteurs de la croissance économique, à savoir la hausse de l'investissement et le progrès technologique. Étant donné le peu de ressources intérieures dont disposent les PMA pour financer l'investissement, l'intensification des échanges et une aide accrue sont souvent nécessaires pour mettre en place une interaction forte entre investissement et exportations.

Pour faire reculer la pauvreté, la croissance économique doit être non seulement «inclusive», mais également soutenue. D'où la nécessité d'une croissance économique qui s'appuie sur une base diversifiée et permette une augmentation substantielle du revenu moyen des ménages grâce à la création, en nombre suffisant, d'activités productives génératrices de revenus. La situation des PMA rend la chose difficile dans la mesure où en dépit de l'ouverture notable de leur économie (mesurée d'après la part du commerce dans le PIB), la plus grande partie de la population ne participe pas directement à des activités d'exportation. En effet, la structure de la production, du secteur des entreprises et de l'emploi au sein des PMA est davantage propre à générer une croissance «enclavée» qu'une croissance reposant sur une large base.

Les conditions qui doivent impérativement être remplies pour que l'accroissement des exportations s'inscrive dans un processus de croissance économique à la fois soutenue et «inclusive» sont les suivantes:

- L'accroissement des exportations doit permettre d'importer les biens et les services nécessaires à la pleine utilisation et au développement efficace des capacités productives aux fins d'une croissance économique soutenue.

---

*Pour faire reculer la pauvreté, la croissance économique doit être non seulement «inclusive», mais également soutenue. D'où la nécessité d'une croissance économique qui s'appuie sur une base diversifiée et permette une augmentation substantielle du revenu moyen des ménages grâce à la création, en nombre suffisant, d'activités productives génératrices de revenus.*

---

- La réduction de la contrainte de change grâce à l'accroissement des recettes d'exportation ne doit pas être contrebalancée par la réduction des flux d'aide ou l'augmentation des paiements au titre du service de la dette.
- L'accroissement des exportations doit renforcer l'accumulation de capital et le progrès technologique dans le pays, et réciproquement.
- Des interactions positives qui contribuent au développement doivent se mettre en place entre les activités d'exportation en pleine croissance et le reste de l'économie, et il faut en particulier que le commerce international renforce les complémentarités favorables au développement entre l'agriculture et les activités non agricoles.
- Les sources potentielles de revenus doivent se multiplier dans tous les secteurs de l'économie, qu'il s'agisse des activités d'exportation, des activités qui concurrencent les importations ou des secteurs marchands ou non marchands, à un rythme plus rapide que celui de l'augmentation du nombre de personnes en âge de travailler.

Une fois ces conditions réunies, l'accroissement des exportations devrait permettre de réduire la pauvreté.

## Notes

- 1 L'échantillon rassemble des pays pour lesquels on disposait de données, notamment des pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire inférieur dont les niveaux de consommation privée par habitant se situent en dessous de 2 400 dollars par an (en dollars PPA de 1985). C'est la valeur plafond jusqu'à laquelle il est possible d'établir des estimations de la pauvreté au seuil de 2 dollars par jour.
- 2 La croissance économique est également capitale pour la sécurité alimentaire. Pour une analyse théorique des liens entre la sécurité alimentaire d'une part, et la croissance économique, la répartition du revenu et le niveau des prix des produits alimentaires, d'autre part, voir Timmer (2000). Les liens entre croissance des revenus et sécurité alimentaire sont analysés par Haddad et al. (2003).
- 3 L'expression «croissance enclavée» est empruntée à Jones et Marjit (1995), qui l'utilisent pour désigner un processus plus positif dans le cadre duquel l'enclave sert de «révélateur» des talents humains dans une société.
- 4 Les biens marchands sont tous les biens produits ou consommés localement qui sont de parfaits produits de substitution pour les biens faisant l'objet d'échanges internationaux et qui pourraient éventuellement faire eux aussi l'objet de tels échanges. Les biens non marchands sont tous les biens produits ou consommés localement pour lesquels il n'existe pas de parfaits produits de substitution parmi les biens faisant l'objet d'échanges et qui n'ont de débouchés qu'au niveau local.

## Bibliographie

- Banque mondiale (2003). *Rapport sur le développement dans le monde 2003*, Washington DC.
- Berthélemy, J. C. and Morrison, C. (1989) *Agricultural Development in Africa and the Supply of Manufactured Goods*, OCDE, Centre de développement, Paris.
- Bhalla, S. S. (2002). *Imagine There is No Country: Poverty, Inequality and Growth in the Era of Globalization*, Institute for International Economics, Washington DC.
- Chenery, H., Robinson, S., Syrquin, M. (1986). *Industrialization and Growth: A Comparative Study*, Oxford University Press, New York.
- CNUCED (1996). *Rapport sur le commerce et le développement, 1996*, UNCTAD/TDR/1996, Genève.
- CNUCED (1998). *Rapport sur le commerce et le développement, 1998*. UNCTAD/TDR/1998, Genève.
- CNUCED (2000). *Les pays les moins avancés, Rapport 2000*, United Nations publication, sales No. F.00.II.D.21, Genève.
- CNUCED (2001). Growing micro and small enterprises in LDCs — The “missing middle” in LDCs: Why micro and small enterprises are not growing, UNCTAD/ITE/TEB/5, Genève.
- CNUCED (2002). *Les pays les moins avancés, Rapport 2002 — Échapper au piège de la pauvreté*, United Nations publication, sales No. F.02.II.D.13, Genève.
- CNUCED (2003). *Rapport sur le commerce et le développement, 2003*, United Nations publication, sales No. F.03.II.D.7, Genève.
- Dabee, B. (2002). The role of non-traditional exports in Mauritius. In: Helleiner, G. (éd.), *Non-Traditional Export Promotion in Africa: Experience and Issues*, Palgrave, Hampshire.
- Deaton, A. (2004). Measuring poverty in a growing world (or measuring growth in a poor world) (disponible à l'adresse suivante: [http://www.wps.princeton.edu/%7Erpds/downloads/deaton\\_measuringpoverty\\_204.pdf](http://www.wps.princeton.edu/%7Erpds/downloads/deaton_measuringpoverty_204.pdf)).
- FAO (2003a). *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde*, Rome, (Italie) (disponible à l'adresse suivante: <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/006/j0083f/j0083f00.pdf>).
- FAO (2003b). *Food Import Profiles of Least Developed Countries and Net Food Importing Developing Countries*, Rome, (Italie).
- Haddad, L., Aldermann, H., Appleton, S., Song, L. and Yohannes, Y. (2003). Reducing child malnutrition: how far does income growth take us?, *World Bank Economic Review*, 17:107-131.
- Helleiner, G. (1993). Trade, trade policy and economic development in very low-income countries. In: Nissanke, M., Hewitt, A. (éd.), *Economic Crisis in Developing Countries: New Perspectives on Commodities, Trade and Finance: Essays in Honour of Alfred Maizels*, St Martin's Press, Londres et New York.
- Jones, R. W., Marjit, S. (1995). Labour-market aspects of enclaved-led growth, *Canadian Journal of Economics*, 28 (special issue): S76–S93.
- Karshenas, M. (2004). Global poverty trends and the millennium goals, Employment Strategy Paper No. 2004/5, Bureau international du Travail, Genève.
- Mhone, G. C. Z. (2001). Enclivity and constrained labour absorptive capacity in Southern African economies, Paper prepared for the UNRISD meeting on “Rethinking Development Economics”, 7–8 September 2001, Le Cap, (Afrique du Sud).
- Pyatt, G. (2003). Development and the distribution of living standards: a critique of the evolving database, *Review of Income and Wealth*, 49 (3): 333–358.
- Ravallion, M. (2003). Measuring aggregate welfare in developing countries: how well do national accounts and surveys agree, *Review of Economics and Statistics*, 85 (3): 645–652.
- Sachs, I. (2003). From poverty trap to inclusive development in LDCs, document de base établi pour les pays les moins avancés, Rapport 2004, Genève.
- Timmer, C. P. (2000). The macro dimensions of food security: economic growth, equitable distribution, and food price stability, *Food Policy*, 25: 283–295.